

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES	TARIF DES ABONNEMENTS				ANNONCES ET AVIS DIVERS
Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'Imprimerie Nationale à Rufisque.	VOIE NORMALE		VOIE AERIEENNE		La ligne 1.000 francs
	Six mois	Un an	Six mois	Un an	
Les annonces doivent être remises à l'imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance.	an Sénégal et autres Etats de la CEDEAO	15.000f	31.000f.	-	Chaque annonce répétée Moitié prix
	Etranger : France, Zaire R.C.A. Gabon, Maroc. Algérie, Tunisie.	-	-	20.000f. 40.000f	
Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs	Etranger : Autres Pays	-	-	23.000f 46.000f	(Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces).
	Prix du numéro	Année courante 600 f	-	Année ant. 700f.	
	Par la poste :	Majoration de 130 f par numéro	-	-	
	Journal légalisé	900 f	-	Par la poste	Comptabilité B.I.C.I.S. n° 952079063081

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

LOIS

2003	
28 mai	Loi n° 2003-06 autorisant le Président de la République à ratifier l'Accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement de la République du Sénégal et le Gouvernement du Canada, signé à Santorini (Grèce), le 27 septembre 2000 615
28 mai	Loi n° 2003-07 autorisant le Président de la République à ratifier l'Amendement au Protocole de Montréal relatif à la Convention de Vienne sur la Protection de la Couche d'Ozone à Beijing (République populaire de Chine), en décembre 1999 620
28 mai	Loi n° 2003-08 autorisant le Président de la République à ratifier la Convention sur les Polluants organiques persistants, adoptée à Stockholm (Suède), le 22 mai 2001 623

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces	644
----------------	-----

PARTIE OFFICIELLE

LOIS

LOI n° 2003-06 en date du 28 mai 2003

autorisant le Président de la République à ratifier l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Canada, signé à Santorini (Grèce), le 27 septembre 2000.

EXPOSE DES MOTIFS

Désireux d'établir un cadre pour le développement de leurs relations dans le domaine de l'audiovisuel, le Gouvernement du Sénégal et le Gouvernement du Canada ont procédé, le 27 septembre 2000, à Santorini (Grèce), à la signature d'un Accord de coproduction audiovisuelle.

L'Accord précité vise, par le biais de coproductions de qualité, à contribuer à l'expansion des industries de la production et de la distribution cinématographiques, télévisuelles et vidéo et à l'accroissement des échanges culturels et économiques entre les deux pays.

A cet égard, la coproduction audiovisuelle désigne tout projet, y compris les œuvres d'animation et les documentaires, produits sur film, bande vidéo ou sur tout autre support, à des fins d'exploitation dans les salles de cinéma, à la télévision, sur vidéodisque ou selon tout autre mode de diffusion.

L'Accord précise que les avantages prévus ne s'appliquent qu'aux coproductions réalisées par des producteurs ayant une bonne organisation technique, un solide soutien financier une expérience professionnelle reconnue.

Chaque coproduction doit apporter une contribution technique et artistique effective, en principe proportionnelle à son investissement, qui peut varier de vingt à quatre-vingt pour cent du budget de chaque coproduction.

En outre, le personnel participant à la coproduction doit être citoyen ou résident permanent du Sénégal ou du Canada. Et, sous réserve de ses lois et règlements en vigueur, chaque Etat partie facilitera l'entrée et le séjour sur son territoire, du personnel technique et artistique engagé pour les besoins de la coproduction et permettra l'admission temporaire et la réexportation de tout équipement nécessaire.

L'Accord de coproduction audiovisuelle prévoit que les avantages découlant de la coproduction peuvent être partagés entre les coproducteurs, selon les termes du contrat et les lois en vigueur dans deux pays.

Toutefois, les distinctions honorifiques et les trophées seront conservés par le coproducteur majoritaire ou conformément aux dispositions du contrat de coproduction.

L'Accord crée une Commission mixte chargée d'en superviser la mise en œuvre. Ladite Commission se réunira tous les deux ans, alternativement dans chacun des deux pays et ce, dans les six mois suivant sa convocation par l'une des parties.

L'Accord entrera en vigueur après notification par chaque partie de la fin des procédures internes de ratification.

Il est conclu pour une période de cinq ans à compter de son entrée en vigueur et sera reconduit tacitement pour des périodes identiques sauf dénonciation par écrit, six mois avant la date d'expiration. Une fois résilié, l'accord restera applicable à la liquidation des recettes des œuvres coproduites.

Telle est l'économie du présent projet de loi.

L'Assemblée nationale a adopté, en sa séance du lundi 19 mai 2003 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit ;

Article unique. - Le Président de la République est autorisé à ratifier l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement de la République du Sénégal et le Gouvernement du Canada, signé à Santorini (Grèce), le 27 septembre 2000.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar, le 28 mai 2003

Abdoulaye WADE.

Par le Président de la République ;

Le Premier Ministre,

Idrissa SECK.

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

ET

LE GOUVERNEMENT DU CANADA SUR LA
COPRODUCTION AUDIOVISUELLE

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE
DU SENEGAL ET LE GOUVERNEMENT DU
CANADA, ci-après appelés "les parties" ;

Considérant qu'il est souhaitable d'établir un cadre pour le développement de leurs relations dans le domaine de l'audiovisuel, et plus particulièrement en ce qui concerne les coproductions cinématographiques, télévisuelles et vidéo ;

Conscients de la contribution que des coproductions de qualité peuvent apporter à l'expansion de leurs industries de la production et de la distribution cinématographiques, télévisuelles et vidéo, ainsi qu'à l'accroissement de leurs échanges culturels et économiques ;

Convaincus que ces échanges contribueront au resserrement des relations entre les deux pays.

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

1. Aux fins du présent Accord, le terme "coproduction audiovisuelle" désigne un projet de toute durée, y compris les œuvres d'animation et les documentaires produits sur film, bande vidéo ou vidéodisque ou sur tout autre support encore inconnu, à des fins d'exploitation dans les salles de cinéma, à la télévision, sur vidéocassette, sur vidéodisque ou selon tout autre mode de diffusion. Toutes nouvelles formes de production et de diffusion audiovisuelles seront incluses dans le présent Accord par un échange de notes.

2. Les œuvres réalisées en coproduction en vertu du présent Accord doivent être approuvées par les autorités suivantes, ci-après appelées les "autorités compétentes" :

au Sénégal : le Ministre de la Culture et de la Communication ;

au Canada : le Ministre du Patrimoine canadien.

3. Toutes les coproductions proposées en vertu du présent Accord doivent être produites et distribuées conformément aux lois et aux règlements nationaux en vigueur au Sénégal et au Canada.

4. Toutes les œuvres réalisées en coproduction en vertu du présent Accord sont considérées à toutes fins utiles comme des productions nationales par et dans chacun des deux pays. Par conséquent, elles jouissent de plein droit de tous les avantages qui résultent des dispositions relatives aux industries du film et de la vidéo qui sont en vigueur ou qui pourraient être édictées dans chaque pays. Ces avantages sont acquis seulement au producteur du pays qui les accorde.

Article 2.

Les avantages découlant du présent Accord s'appliquent uniquement aux coproductions entreprises par des producteurs ayant une bonne organisation technique, un solide soutien financier et une expérience professionnelle reconnue.

Article 3.

1. La proportion des apports respectifs des coproducteurs des parties peut varier de vingt à quatre vingts pour cent du budget de chaque coproduction.

2. Chaque coproducteur doit apporter une contribution technique et artistique effective. En principe, la contribution de chacun doit être proportionnelle à son investissement.

Article 4

1. Les producteurs, scénaristes et réalisateurs des coproductions, ainsi que les techniciens, interprètes et autres membres du personnel participant à la coproduction doivent être des citoyens ou des résidents permanents du Sénégal ou du Canada.

2. La participation d'interprètes autres que ceux visés au paragraphe 1 peut être admise, compte tenu des exigences de la coproduction, sous réserve de l'approbation des autorités compétentes des deux pays.

Article 5

1. La prise de vues en direct et les travaux d'animation tels que le scénario-maquette, la maquette définitive, l'animation-clé, l'intervalle et l'enregistrement des voix, doivent en principe s'effectuer tour au Sénégal et au Canada.

2. Le tournage en décors naturels, extérieurs ou intérieurs, dans un pays qui ne participe pas à la coproduction, peut être autorisé si le scénario ou l'action l'exige et si des techniciens du Sénégal et du Canada participent au tournage.

3. Le travail de laboratoire s'effectue au Sénégal ou au Canada, sauf si cela s'avère techniquement impossible, auquel cas les autorités compétentes des deux pays peuvent accepter que ce travail soit fait dans un pays ne participant pas à la coproduction.

Article 6

1. Les autorités compétentes des deux pays considèrent aussi favorablement la réalisation de coproduction entre le Sénégal, le Canada et tout pays avec lequel l'une ou l'autre des deux parties est liée par un accord officiel de coproduction.

2. Aucune participation minoritaire à une coproduction multipartite ne doit être inférieure à vingt pour cent du budget.

3. Chaque coproducteur minoritaire doit apporter une contribution technique et artistique effective.

Article 7.

1. la bande sonore originale de chaque coproduction doit être en anglais ou en français. Il est permis de tourner dans les deux langues. Si le scénario l'exige, des dialogues dans d'autres langues peuvent être inclus dans la coproduction.

2. Chaque coproduction est doublée ou sous-titrée en français ou en anglais au Sénégal ou au Canada, selon le cas. Toute dérogation à ce principe doit être approuvée par les autorités compétentes des deux pays.

Article 8.

Aux fins du présent Protocole d'entente, les productions réalisées dans le cadre d'un jumelage pourront être considérées, après consentement des autorités compétentes, comme étant des coproductions et bénéficier des mêmes avantages. Par dérogation aux dispositions de l'article III, dans le cas d'un jumelage, la participation réciproque des producteurs des deux pays pourra être limitée à une simple contribution financière, sans exclure nécessairement toute contribution artistique et technique.

Pour être admises par les autorités compétentes, ces productions devront satisfaire aux conditions suivantes :

1. comporter un investissement réciproque et respecter un équilibre global au niveau des conditions de partage des recettes des coproducteurs dans les productions bénéficiant du jumelage ;

2. la distribution des productions jumelées devra être assurée dans des conditions comparables au Sénégal et au Canada ;

3. les productions jumelées pourront être réalisées, soit simultanément, soit consécutivement, étant entendu, dans ce dernier cas, que l'intervalle entre la fin de la réalisation de la première production et le début de la seconde ne pourra excéder un an.

Article 9.

1. Sauf dans les cas prévus au paragraphe qui suit, chaque œuvre réalisée en coproduction doit comporter, en deux exemplaires au moins, le matériel de protection et de reproduction employé pour la production. Chaque coproducteur est propriétaire d'un exemplaire de ce matériel et a le droit de l'utiliser pour en tirer les reproductions nécessaires, conformément aux conditions convenues entre les coproducteurs. De plus, chaque coproducteur a le droit d'accès au matériel de production original, conformément aux conditions précitées.

2. A la demande des deux coproducteurs et sous réserve de l'approbation des autorités compétentes des deux pays, un seul exemplaire du matériel de protection et de reproduction est produit dans le cas des œuvres qualifiées de productions à faible budget par les autorités compétentes. Le matériel est alors conservé dans le pays du coproducteur majoritaire. Le coproducteur minoritaire y a accès en tout temps pour en tirer les reproductions nécessaires conformément aux conditions convenues entre les coproducteurs.

Article 10.

Sous réserve de ses lois et règlements en vigueur, chaque partie :

- facilite l'entrée et le séjour sur son territoire du personnel technique et artistique et des interprètes engagés par le coproducteur de l'autre pays pour les besoins de la coproduction ; et

- elle permet l'admission temporaire et la réexportation de tout équipement nécessaire à la coproduction.

Article 11.

La répartition des recettes entre chaque coproducteur doit en principe être proportionnelle à la participation financière de chacun et soumise à l'approbation des autorités compétentes des deux pays.

Article 12.

L'approbation d'un projet de coproduction par les autorités compétentes des deux pays n'engage aucune d'entre elles à garantir aux coproducteurs l'octroi d'un permis d'exploitation de l'œuvre réalisée.

Article 13.

1. Dans le cas où une œuvre réalisée en coproduction est exportée vers un pays où l'importation de telles œuvres est contingentées, celle-ci est imputée au contingent de la partie :

- dont la participation est majoritaire ;
- ayant les meilleures possibilités d'exportation, si la contribution des deux pays est égale ;
- dont le réalisateur est ressortissant, si l'application des alinéas a) et b) pose des difficultés.

2. Par dérogation au paragraphe 1, si l'un des pays coproducteurs peut faire entrer librement ses films dans le pays importateur, les œuvres réalisés en coproduction en vertu de cet Accord bénéficient de plein droit de cette possibilité, au même titre que les autres productions nationales du pays coproducteur en question, si ce dernier y accorde son consentement.

Article 14.

1. Les coproductions doivent être présentées avec la mention "coproduction sénégalaise-canadienne" ou "coproduction canado-sénégalaise", selon le pays dont la participation est majoritaire, ou tel que convenu par les coproducteurs.

2. Cette mention doit figurer au générique ainsi que dans la publicité commerciale et le matériel de promotion de la coproduction et lors de sa présentation, et recevoir un traitement identique de la part des deux parties.

Article 15.

1. A moins que les coproducteurs n'en conviennent autrement, une coproduction doit être présentée aux festivals cinématographiques internationaux par le pays du coproducteur majoritaire ou, dans le cas de participation financière égale des coproducteurs, par le pays dont le réalisateur est ressortissant.

2. Les prix, subventions, primes et autres avantages économiques qui ont été attribués à l'œuvre cinématographique ou audiovisuelle peuvent être partagés entre les coproducteurs, en vertu de ce qui a été établi dans le contrat de coproduction et des lois en vigueur dans les deux pays.

3. Tous les prix qui ne constituent pas une somme d'argent, tels que des distinctions d'honneur ou des trophées attribués par un troisième pays à des œuvres cinématographiques ou audiovisuelles produites conformément aux normes établies par le présent Accord seront conservés par le coproducteur majoritaire ou selon les dispositions énoncées dans le contrat de coproduction.

Article 16.

Les autorités compétentes des deux pays ont fixé conjointement les règles de procédure de la coproduction, en tenant compte de la législation et de la réglementation en vigueur au Sénégal et au Canada. Les règles de procédure en question sont jointes au présent Accord.

Article 17.

L'importation, la distribution et l'exploitation des productions cinématographiques, télévisuelles et vidéo canadiennes au Sénégal et des productions cinématographiques, télévisuelles et vidéo sénégalaises au Canada ne sont soumises à aucune restriction, sous réserve des lois et règlements en vigueur dans les deux pays.

Article 18.

1. Pendant la durée du présent Accord, on s'efforcera de parvenir à un équilibre général en ce qui concerne la contribution financière, la participation du personnel artistique, des techniciens et des interprètes et des installations (studios et laboratoires), en tenant compte des caractéristiques de chacun des pays.

2. Les autorités compétentes des deux pays examineront au besoin les conditions d'application de cet Accord afin de résoudre toute difficulté soulevée par la mise en œuvre des dispositions de ce dernier. Au besoin, elles recommanderont les modifications souhaitables en vue de développer la coopération dans le domaine du cinéma et de la vidéo, dans le meilleur intérêt des deux pays.

3. Une commission mixte est instituée pour superviser la mise en œuvre de l'Accord. Elle déterminera si l'équilibre recherché a été respecté et, dans le cas contraire, arrêtera les mesures jugées nécessaires pour rétablir cet équilibre. La commission mixte se réunira en principe à tous les deux ans et alternativement dans chacun des pays. Cependant, des réunions extraordinaires pourront être convoquées à la demande de l'une ou les deux autorités compétentes, notamment en cas de modification importante de la législation ou de la réglementation applicable aux industries du cinéma, de la télévision et de la vidéo dans l'un ou l'autre des pays, ou si l'application de l'Accord suscite de graves difficultés. La commission mixte doit se réunir dans les six mois suivant sa convocation par l'un des parties.

4. Les autorités compétentes des deux pays accorderont une attention particulière à la formation aux métiers du cinéma et de l'audiovisuel. Elles se concerteront afin d'étudier ensemble les mesures à prendre pour faciliter la formation initiale des professionnels du cinéma et de l'audiovisuel ainsi que la mise à jour de leurs connaissances.

5. Les autorités compétentes des deux pays favoriseront les relations de partenariat et échanges entre les importateurs distributeurs de films sénégalais et canadiens.

Article 19.

1. Le présent Accord entrera en vigueur lorsque chacune des parties aura informé l'autre de la fin de ses procédures internes de ratification.

2. L'Accord est conclu pour une période de cinq ans à compter de son entrée en vigueur, il sera reconduit tacitement pour des périodes identiques à moins que l'un ou l'autre des deux pays ne signifie par écrit son intention de le résilier six mois avant sa date d'expiration.

3. Les coproductions approuvées par les autorités compétentes et en cours au moment où l'une des parties signifie son intention de résilier l'Accord continueront à bénéficier pleinement des avantages de ce dernier jusqu'à ce que leur réalisation soit terminée. Une fois résilié ou expiré, l'Accord restera applicable à la liquidation des recettes des œuvres coproduites.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait en deux versions originales à Santorini, ce 27^e jour de Septembre 2000 en français et en anglais, chaque version faisant également foi.

POUR LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA

ANNEXE

REGLES DE PROCEDURE

Les demandes d'admission aux avantages du présent Accord pour toute coproduction doivent être adressées simultanément aux deux administrations, au moins trente jours avant le début du tournage. L'administration de la partie contractante du coproducteur majoritaire doit communiquer sa proposition à celle de l'autre pays dans les vingt jours suivant le dépôt du dossier complet, décrit ci-dessous. L'administration de la partie contractante du coproducteur minoritaire doit à son tour notifier sa décision dans les vingt jours qui suivent.

La documentation soumise à l'appui de toute demande doit comprendre les éléments suivants, rédigés en français pour le Sénégal, et en français ou en anglais pour le Canada.

- I. Le scénario définitif ;
- II. Un document prouvant que la propriété des droits d'auteur pour la coproduction a été légalement acquise ;
- III. Le contrat de coproduction, signé par les deux coproducteurs. Ce contrat doit comporter :
 1. le titre de la coproduction ;
 2. le nom du scénariste ou de l'adaptateur, s'il s'agit d'un sujet inspiré d'une œuvre littéraire ;
 3. le nom de réalisateur (une clause de sauvegarde étant admise pour son remplacement éventuel) ;
 4. le budget ;
 5. le plan de financement ;
 6. une clause prévoyant la répartition des recettes, des marchés, des moyens de diffusion, ou d'une combinaison de ces éléments ;
 7. une clause déterminant la participation de chaque coproducteur aux dépassements ou économies éventuels. Cette participation est en principe proportionnelle aux apports respectifs. Toutefois, la participation du coproducteur minoritaire aux dépassements peut être limitée à un pourcentage inférieur ou à un montant déterminé, à la condition que la proportion minimale prévue à l'article VI de l'Accord soit respectée ;
 8. une clause précisant que l'admission aux avantages découlant de l'Accord n'engage pas les autorités gouvernementales des deux pays à accorder un visa d'exploitation de la coproduction ;

9. une clause précisant les dispositions prévues :

a) - dans le cas où, après examen du dossier, les autorités compétentes de l'un ou de l'autre pays n'accorderaient pas l'admission sollicitée ;

b) - dans le cas où les autorités compétentes n'autoriseraient pas l'exploitation de la coproduction dans leur pays ou son exportation dans un tiers pays ;

c) - dans le cas où l'un ou l'autre des coproducteurs ne respecterait pas ses engagements ;

10. la période prévue pour le début du tournage ;

11. une clause précisant que le coproducteur majoritaire doit souscrire une police d'assurance couvrant au moins " tous les risques pour la production " et " tous les risques liés à la production du matériel original " ;

12. une clause prévoyant le partage de la propriété du droit d'auteur en proportion de l'apport de chacun des coproducteurs

IV. Le contrat de distribution, lorsque celui-ci est déjà signé ;

V. La liste du personnel artistique et technique avec l'indication de leur nationalité et des rôles attribués aux acteurs.

VI. Le calendrier de production ;

VII. Le budget détaillé précisant les dépenses à faire par chaque coproducteur ;

VIII. Le synopsis.

Les deux administrations compétentes des parties contractantes peuvent en outre demander tous les documents et toutes les précisions additionnelles jugés nécessaires.

En principe, le découpage technique et les dialogues doivent être soumis aux administrations compétentes avant le début du tournage.

Des modifications, y compris le remplacement d'un coproducteur, peuvent être apportées au contrat original. Elles doivent cependant être soumises à l'approbation des administrations compétentes des parties contractantes avant l'achèvement de la coproduction. Le remplacement d'un coproducteur ne peut être admis que dans des circonstances exceptionnelles, et pour des motifs reconnus valables par les deux administrations compétentes.

Les administrations compétentes s'informent mutuellement de leurs décisions.

LOI n° 2003-07 en date du 28 mai 2003

autorisant le Président de la République à ratifier l'Amendement au Protocole de Montréal relatif à la Convention de Vienne sur la Protection de la Couche d'Ozone, adopté à Beijing (République populaire de Chine), en décembre 1999.

Exposé des motifs

En vue de protéger la santé de l'homme et de l'environnement contre les effets résultant de l'appauvrissement de la couche d'ozone, le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) a favorisé l'adoption de la Convention de Vienne relative à la protection de la couche d'ozone, le 22 mars 1985, et du Protocole de Montréal relatif à ladite Convention, le 16 septembre 1987.

L'Amendement de Beijing au Protocole précité vise à assurer une meilleure réglementation de la production et de la consommation des substances qui pourraient voir un impact sur l'appauvrissement de la couche d'ozone.

Les pays en développement qui marqueront leur approbation audit Amendement bénéficieront ainsi de financements provenant du Fonds multilatéral de Montréal (FMM), en vue de les aider à se conformer à leur obligation découlant de la Convention de Vienne sur la protection de la couche d'ozone et du Protocole de Montréal.

Egalement, ces pays pourraient obtenir un transfert de technologies pour une meilleure maîtrise de leur politique environnementale en matière de protection de la couche d'ozone.

Le Sénégal a ratifié la Convention de Vienne sur la protection de la couche d'ozone et le Protocole de Montréal et, en faisant de même s'agissant de l'Amendement de Beijing, notre pays confirmerait son engagement en faveur des efforts consentis par la communauté internationale pour lutte contre l'appauvrissement de la couche d'ozone.

Telle est l'économie du présent projet de loi.

L'Assemblée nationale a adopté, en sa séance du lundi 19 mai 2003 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique. - Le Président de la République est autorisé à ratifier l'Amendement au Protocole de Montréal relatif à la Convention de Vienne sur la protection de la couche d'ozone, adopté à Beijing (République populaire de Chine) en décembre 1999.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar, le 28 mai 2003

Abdoulaye WADE.

Par le Président de la République ;

Le Premier Ministre,

Idrissa SECK.

Section 4.7

L'Amendement de Beijing (1999)

Amendement au Protocole de Montréal adopté
par la onzième Réunion des Parties
(Beijing, 29 novembre – 3 décembre 1999)

Source : Annexe V du rapport de la onzième
Réunion des Parties

Article 1 : Amendement

A. Article 2, paragraphe 5

Au paragraphe 5 de l'article 2 du Protocole, rem-
placer les mots :

Article 2A à l'article 2^E

par les mots :

Articles 2A à 2F

B. Article 2, paragraphe 8 a) et 11

Aux paragraphes 8 a) et 11 de l'article 2 du
Protocole, remplacer les mots :

Article 2A à 2H

par les mots

Article 2A à 2I

C. Article 2F, paragraphe 8

Après le paragraphe 7 de l'article 2F, ajouter le
paragraphe suivant :

Pendant la période de douze mois commençant le
1^{er} janvier 2004, et, ensuite, pendant chaque période de
douze mois, chaque Partie produisant une ou plusieurs
de ces substances veille à ce que son niveau calculé
de production des substances réglementées au Groupe I
de l'Annexe C n'excède pas, annuellement, la moyenne
de :

La somme de son niveau calculé de consommation
en 1989 des substances réglementées du Groupe I de
l'Annexe C et 2,8% de son niveau calculé de consom-
mation en 1989 des substances réglementées du Groupe I
de l'Annexe A ;

La somme de son niveau calculé de production en
1989 des substances réglementées du Groupe I de
l'Annexe C et 2,8% de son niveau calculé de production
en 1989 des substances réglementées du Groupe I de
l'Annexe A.

Toutefois, pour répondre aux besoins intérieurs fon-
damentaux des Parties visées au paragraphe 1 de
l'article 5, son niveau calculé de production peut
excéder cette limite d'un maximum de 15% de son
niveau calculé de production des substances réglemen-
tées du Groupe I de l'Annexe C tel que défini
ci-dessus.

D. Article 2I

Insérer l'article ci-après à la suite de l'article 2H
du Protocole.

Article 2I : Bromochlorométhane

Pendant la période de douze mois commençant le
1^{er} janvier 2002 et, ensuite, pendant chaque période de
douze mois, chaque Partie veille à ce que ses niveaux
calculés de consommation et de production de subs-
tances réglementées du Groupe III de l'annexe C soient
égaux à zéro. Ce paragraphe s'appliquera, sauf si les
Parties décident d'autoriser le niveau de production ou
de consommation qui est nécessaire pour répondre aux
utilisations dont elles conviennent qu'elles sont essen-
tielles.

E. Article 3

A l'article 3 du Protocole, remplacer les mots :

Articles 2, 2A à 2H

par les mots :

Articles 2, 2A à 2I

F. Article 4, paragraphes 1 quinquies et 1 sexies

Après le paragraphe 1 quater, ajouter les paragraphes
suivants :

1 quinquies A compter du 1^{er} janvier 2004, chaque
partie interdit l'importation des substances réglementées
du Groupe I de l'annexe C à partir de tout Etat non-
Partie au présent Protocole.

1 sexies Dans un délai d'un an à compter de
la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe,
chaque Partie interdit l'importation des substances
réglementées du Groupe III de l'Annexe C à partir
de tout Etat qui n'est pas Partie au présent protocole.

G. Article 4, paragraphe 2 quinquies et 2 sexies

Après les paragraphes 2 quater de l'article 4, ajouter
les paragraphes suivants :

2 quinquies A compter du 1^{er} janvier 2004, chaque
Partie interdit l'exportation des substances réglementées
du Groupe I de l'annexe C à destination de tout Etat
non-Partie au présent protocole.

2 sexies Dans un délai d'un an à compter de la date
d'entrée en vigueur du présent paragraphe, chaque
Partie interdit l'exportation des substances réglementées
du Groupe III de l'Annexe C à destination de tout
Etat qui n'est pas Partie au présent protocole.

H. Article 4, paragraphe 5 à 7

Aux paragraphes 5 à 7 de l'article 4, remplacer les
mots :

Annexes A et B, Groupe II de l'Annexe C et Annexes E

Par les mots

Annexes A, B, C et F

I Article 4, paragraphe 8

Au paragraphe 8 de l'article 4, remplacer les mots :

Articles 2A à 2I, articles 2G et 2H

par les mots

Articles 2A à 2I

J Article 5, paragraphe 4

Au paragraphe 4 de l'article 5, remplacer les mots

Articles 2A à 2H

par les mots

Articles 2A à 2I

K Article 5, paragraphe 5 et 6

Aux paragraphes 5 et 6 de l'article 5, remplacer les mots

Articles 2A à 2I

par les mots

Articles 2A à 2I a et article 2I

L Article 5, paragraphe 8 ter a)

Ajouter à la fin de l'alinéa) du paragraphe 8 ter de l'article 5 du Protocole la phrase ci-après :

A compter du 1^{er} janvier 2016, chaque Partie visée au paragraphe 1 du présent article observe les mesures de réglementation stipulées au paragraphe 8 de l'article 2 F, et pour déterminer si elle se conforme à ces mesures de réglementation, elle recourt à la moyenne de ses niveaux calculés de production et de consommation en 2015

M. Article 6

A l'article 6 du Protocole, remplacer les mots :

Article 2A à 2H

Par les mots

Articles 2A à 2I

N. Article 7, paragraphe 2

Au paragraphe 2 de l'article 7, remplacer les mots :

Annexes B et C

Par les mots

Annexe B et Groupe I et II de l'Annexe C

O. Article 7, paragraphe 3

Ajouter après la première phrase du paragraphe 3 de l'article 7 la phrase ci-après :

Chaque Partie communique au Secrétariat des données statistiques sur la quantité de la substance réglementée inscrite à l'Annexe E utilisée annuellement aux fins de quarantaine et des traitements préalables à l'expédition.

P. Article 10

Au paragraphe 1 de l'article 10, remplacer les mots :

Articles 2A à 2E

Par les mots :

Article 2A à 2E et article 2I

Q. Article 17

A l'article 17, remplacer les mots :

Articles 2A à 2H

Par les mots :

Articles 2A à 2I

R. Annexe C

A l'Annexe C, ajouter le Groupe suivant :

		Potentiel
		Nombre d'appauvrissement de la
Groupe	Substance d'isomères	couche d'ozone
<i>Groupe III</i>		

CH ₂ BrCl	Bromochlorométhane I	0,12
----------------------	----------------------	------

Article 2 : Relation avec l'Amendement de 1997

Aucun Etat ni organisation régionale d'intégration économique ne peut déposer un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation du présent Amendement ou d'adhésion au présent Amendement, s'il n'a pas précédemment ou simultanément, déposé un tel instrument à l'Amendement adopté par les Parties à leur neuvième Réunion à Montréal le 17 septembre 1997.

Article 3 : Entrée en vigueur

1. Le présent Amendement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2001, sous réserve du dépôt, à cette date, d'au moins 20 instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation de l'Amendement par des Etats ou des organisations régionales d'intégration économique qui sont Parties au Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Si, à cette date, cette condition n'a pas été respectée, le présent Amendement entrera en vigueur le quatre-vingt-dix-neuvième jour suivant la date à laquelle cette condition aura été remplie.

2. Aux fins du paragraphe 1, aucun des instruments déposés par une organisation régionale d'intégration économique ne doit être considéré comme un instrument venant s'ajouter aux instruments déjà déposés par les Etats membres de ladite organisation.

3. Postérieurement à son entrée en vigueur, tel que prévu au paragraphe 1, le présent instrument entre en vigueur pour toute autre Partie au Protocole le quatre-vingt-dix-neuvième jour suivant la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

LOI n° 2003-08 du 28 mai 2003

autorisant le Président de la République à ratifier la Convention sur les Polluants organiques persistants, adoptée à Stockholm (Suède), le 22 mai 2001

Exposé des motifs

Dans l'optique d'un renforcement de la protection de la santé de l'homme et de l'environnement et tenant compte de l'approche de précaution énoncée dans le principe 15 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, le Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE) a mis en place un comité chargé d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant, aux fins de l'application de mesures transnationales à certains polluants organiques persistants.

C'est ainsi que les plénipotentiaires réunis à Stockholm (Suède), le 22 mai 2001, ont adopté la Convention sur les Polluants organiques persistants (POP).

La nécessité de l'adoption d'une telle Convention résulte de recherches scientifiques démontrant que les POP possèdent des propriétés toxiques qui s'accumulent dans les organismes vivants, ainsi que les écosystèmes terrestres et aquatiques. Ils se propagent par l'air, l'eau et les espèces migratrices par delà les frontières internationales. Ainsi une concentration trop élevée de POP dans les organismes vivants peut entraîner un dysfonctionnement du système immunitaire.

La Convention de Stockholm sur les Polluants organiques persistants met à la charge des Etats parties les principales obligations suivantes :

- l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan national en vue d'éradiquer les POP ;
- l'échange entre Etats parties, d'informations portant sur la réduction ou l'élimination de la production et de l'utilisation des POP ;
- la fourniture d'une assistance technique appropriée ainsi que d'un appui financier par les pays développés aux pays en voie de développement, en vue de leur assurer un développement économique et social durable par l'élimination de la pauvreté.

La Convention de Stockholm prévoit un mécanisme financier provisoirement géré par le Fonds pour l'Environnement mondial (FEM). La Conférence des Parties décidera de la structure institutionnelle à désigner pour la pérennisation du mécanisme financier.

Egalement, ladite Convention a institué comme organes de gestion, une conférence des Parties dont la première réunion sera convoquée par le Directeur exécutif du PNUE un an au plus tard après son entrée en vigueur, un secrétariat et un comité d'études des polluants organiques persistants.

La Convention de Stockholm sur les Polluants organiques persistants entrera en vigueur le 90^{ème} jour suivant la date du dépôt du 50^{ème} instrument de ratification.

Le Sénégal appartenant à la catégorie des pays en développement, en devenant partie à la Convention de Stockholm sur les Polluants organiques persistants, bénéficiera à n'en pas douter, d'un soutien technique et financier à l'égard de sa politique nationale en matière de gestion écologique rationnelle des produits chimiques et des pesticides.

Telle est l'économie du présent projet de loi.

L'assemblée nationale a adopté, en sa séance du lundi 19 mai 2003 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique. – Le Président de la République est autorisé à ratifier la Convention sur les polluants organiques persistants, adoptée à Stockholm (Suède), le 22 mai 2001.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar, le 28 mai 2003

Abdoulaye WADE.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Idrissa SECK

CONFERENCE DE PLENIPOTENTIAIRES RELATIVE A LA CONVENTION DE STOCKHOLM SUR LES POLLUANTS ORGANQUES PERSISTANTS

Stockholm. 22-23 mai 2001

Texte de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants présenté pour adoption à la Conférence des plénipotentiaires

Notes du secrétariat

1. A sa cinquième session, tenue à Johannesburg du 4 au 9 décembre 2000, le Comité de négociation intergouvernemental chargé d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant aux fins de l'application de mesures internationales à certains polluants organiques persistants s'est mis d'accord sur le texte du projet de Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants qui figure à l'appendice I du rapport de la session (UNEP/POPS/INC.5/7). A présenter pour adoption à la Conférence de plénipotentiaires.

2. En ce qui concerne la mise au point définitive du texte de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, il est dit au paragraphe 88 du rapport de la cinquième session du Comité de négociation intergouvernemental que :

“ Le secrétariat a annoncé que, sous la direction du Président, Il passerait en revue le texte pour apporter des modifications rédactionnelles mineures, telles que la correction des fautes typographiques, l'ajustement de la numérotation et des renvois, la vérification des citations de documents et toute autre correction d'erreurs qui pourraient s'être glissées dans le texte. Le secrétariat a également indiqué qu'il procéderait à la vérification du texte dans toutes les langues, de façon à établir des versions faisant également foi. Il a demandé aux représentants de contribuer à ce travail d'ici au 28 février 2001. Cette approche a été approuvée par le Comité de négociation intergouvernemental. ”

3. Le texte ci-joint, présenté pour adoption à la Conférence des plénipotentiaires, a été établi par le secrétariat conformément aux directives suscitées.

CONVENTION DE STOCKHOLM SUR LES POLLUANTS ORGANIQUES PERSISTANTS

Les parties à la présente Convention.

Reconnaissant que les polluants organiques persistants possèdent des propriétés toxiques, résistent à la dégradation, s'accumulent dans les organismes vivants et sont propagés par l'air, l'eau et les espèces migratrices par delà les frontières internationales et déposés loin de leur site d'origine, où ils s'accumulent dans les écosystèmes terrestres et aquatiques,

Conscientes des préoccupations sanitaires, notamment dans les pays en développement, suscitées par l'exposition au niveau local à des polluants organiques persistants, en particulier l'exposition des femmes et, à travers elles, celle des générations futures,

Sachant que l'écosystème arctique et les populations autochtones qui y vivent sont particulièrement menacés en raison de la bio-amplification des polluants organiques persistants, et que la contamination des aliments traditionnels de ces populations constitue une question de santé publique,

Conscientes de la nécessité de prendre des mesures au niveau mondial concernant les polluants organiques persistants,

Ayant à l'esprit la décision 19/13 C du Conseil d'administration du programme des Nations unies pour l'environnement, du 7 février 1997, relative à l'action internationale à mener pour protéger la santé humaine

et l'environnement en adoptant des mesures visant à réduire, voire éliminer, les émissions et rejets de polluants organiques persistants,

Rappelant les dispositions en la matière des conventions internationales pertinentes sur l'environnement, en particulier la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international et la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, y compris les accords régionaux conclus au titre de son article 11,

Rappelant également les dispositions pertinentes de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement et d'Action 21,

Déclarant que toutes les Parties sont animées par un souci de précaution qui se manifeste dans la présente Convention,

Reconnaissant que la présente Convention et d'autres accords internationaux dans le domaine du commerce et de l'environnement concourent au même objectif,

Réaffirmant que, conformément à la Charte des Nations unies et aux principes du droit international, les Etats ont le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources selon leurs politiques en matière d'environnement et de développement et le devoir de veiller à ce que les activités menées dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle ne causent pas de dommages à l'environnement d'autres Etats ou de zones ne relevant d'aucune juridiction nationale,

Tenant compte de la situation et des besoins particuliers des pays en développement, notamment les moins avancés parmi eux, et des pays à économie en transition, en particulier de la nécessité de renforcer leurs moyens nationaux de gestion des substances chimiques, grâce notamment au transfert de technologie, à la fourniture d'une aide financière et technique et à la promotion de la coopération entre les Parties,

Tenant pleinement compte du Programme d'action pour le développement durable des petits Etats insulaires en développement, adopté à la Barbade le 6 mai 1994,

Notant les capacités respectives des pays développés et en développement, ainsi que les responsabilités communes mais différenciées des Etats, telles qu'énoncées dans le Principe 7 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement,

Reconnaissant l'importante contribution que peuvent apporter le secteur privé et les organisations non gouvernementales en vue de la réduction, voire l'élimination, des émissions et des rejets de polluants organiques persistants,

Soulignant qu'il importe que les fabricants de polluants organiques persistants assument la responsabilité de l'atténuation des effets nocifs de leurs produits et donnent aux utilisateurs, aux gouvernements et au public des informations sur les propriétés de ces produits chimiques qui en font des substances dangereuses,

Conscientes de la nécessité de prendre des mesures pour prévenir les effets nocifs des polluants organiques persistants à tous les stades de leur cycle de vie,

Réaffirmant le Principe 16 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, aux termes duquel les autorités nationales devraient s'efforcer de promouvoir l'internalisation des coûts de protection de l'environnement et l'utilisation d'instruments économiques, en vertu du principe selon lequel c'est le pollueur qui doit, en principe, assumer le coût de la pollution, dans le souci de l'intérêt public et sans fausser le jeu du commerce international et de l'investissement,

Encourageant les Parties dépourvues de systèmes de réglementation et d'évaluation des pesticides et des substances chimiques industrielles à se doter de tels systèmes,

Reconnaissant qu'il importe de mettre au point et d'utiliser des procédés et des substances chimiques de remplacement qui soient écologiquement rationnels,

Résolues à protéger la santé humaine et l'environnement contre les incidences néfastes des polluants organiques persistants,

Sont convenues de ce qui suit :

Article premier. – *Objectif*

Compte tenu de l'approche de précaution énoncée dans le principe 15 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, l'objectif de la présente Convention est de protéger la santé humaine et l'environnement des polluants organiques persistants.

Article. 2 . – *Définitions*

Aux fins de la présente Convention :

a) "partie" s'entend d'un Etat ou d'une organisation régionale d'intégration économique ayant consenti à être lié par la présente Convention, et pour lequel la Convention est en vigueur ;

b) "organisation régionale d'intégration économique" s'entend d'une organisation constituée par des Etats souverains d'une région donnée à laquelle ses Etats membres ont transféré leurs compétences sur les questions régies par la présente Convention, et qui a dûment été autorisée, conformément à ses procédures internes, à signer, ratifier, accepter ou approuver la Convention, ou à y adhérer ;

c) "parties présentes et votantes" s'entend des Parties présentes qui émettent un vote affirmatif ou négatif.

Article. 3. – Mesures propres à réduire ou éliminer les rejets résultant d'une production et d'une utilisation intentionnelles.

1. Chaque Partie :

a) interdit et ou prend les mesures juridiques et administratives qui s'imposent pour éliminer :

i) la production et l'utilisation des substances chimiques inscrites à l'annexe A, suivant les dispositions de ladite annexe ;

ii) l'importation et l'exportation des substances chimiques inscrites à l'annexe A, conformément aux dispositions du paragraphe 2 ;

b) limite la production et l'utilisation des substances chimiques inscrites à l'annexe B, conformément aux dispositions de ladite annexe ;

2) Chaque Partie prend des mesures pour s'assurer :

a) que toute substance chimique inscrite à l'annexe A ou à l'annexe B est importée uniquement :

i) en vue d'une élimination écologiquement rationnelle telle que prévue à l'alinéa d) du paragraphe 1 de l'article 6 : ou

ii) en vue d'une utilisation ou dans un but autorisés pour cette Partie en vertu de l'annexe A ou de l'annexe B ;

b) que toute substance chimique inscrite à l'annexe A bénéficiant d'une dérogation spécifique concernant la production ou l'utilisation, ou toute substance chimique inscrite à l'annexe B bénéficiant d'une dérogation spécifique ou dans un but acceptable concernant la production ou l'utilisation, compte tenu de toutes dispositions pertinentes des instruments internationaux en vigueur sur le consentement préalable en connaissance de cause, est exportée uniquement :

i) en vue d'une élimination écologiquement rationnelle telle que prévue à l'alinéa d) du paragraphe 1 de l'article 6 ;

ii) vers une Partie qui est autorisée à utiliser cette substance chimique en vertu de l'annexe A ou de l'annexe B ; ou

iii) vers un Etat non Partie à la présente Convention; sur certification annuelle à la Partie exportatrice. Cette certification doit préciser l'utilisation prévue de la substance chimique, comprendre une déclaration à l'effet que l'Etat d'importation s'engage, s'agissant de cette substance chimique, à :

a) - protéger la santé humaine et l'environnement en prenant les mesures nécessaires pour réduire au minimum ou prévenir les rejets ;

b) - respecter, les dispositions du paragraphe 1 de l'article 6 ;

c) - respecter, le cas échéant, les dispositions du paragraphe 2 de la deuxième partie de l'annexe B

Les pièces justificatives voulues, telles que législation, instruments, réglementaires, directives administratives ou principes directeurs, sont jointes à la certification. La Partie exportatrice transmet la certification au Secrétariat dans les soixante jours de sa réception ;

c) que toute substance chimique inscrite à l'annexe A pour laquelle une Partie ne bénéficie plus de dérogation spécifique concernant la production et l'utilisation n'est pas exportée par cette Partie. Sauf en vue d'une élimination écologiquement rationnelle telle que prévue à l'alinéa d) du paragraphe 1 de l'article 6 ;

d) aux fins du présent paragraphe, l'expression "Etat non Partie à la présente Convention" comprend, s'agissant d'une substance chimique donnée, tout Etat ou organisation régionale d'intégration économique qui n'a pas accepté d'être tenu par les dispositions de la Convention pour cette substance chimique.

3. Chaque Partie qui applique un ou des régimes de réglementation et d'évaluation des nouveaux pesticides ou des nouvelles substances chimiques industrielles prend des mesures de réglementation visant à prévenir la production et l'utilisation de nouveaux pesticides ou de nouvelles substances chimiques industrielles qui, compte tenu des critères énoncés au paragraphe 1 de l'annexe D, présentent les caractéristiques de polluants organiques persistants.

4. Chaque partie qui applique un ou des régimes de réglementation et d'évaluation des pesticides ou des substances chimiques industrielles prend, s'il y a lieu, en considération dans le cadre de ces régimes les critères énoncés au paragraphes 1 de l'annexe D lorsqu'elle procède à une évaluation des pesticides ou des substances chimiques industrielles en circulation.

5. Sauf disposition contraire de la présente Convention, les paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas aux quantités d'une substance chimique destinées à être utilisées pour la recherche en laboratoire ou comme étalon de référence.

6. Toutes Parties bénéficiant d'une dérogation spécifique conformément à l'annexe A ou d'une dérogation spécifique ou dans un but acceptable conformément à l'annexe B prend des mesures appropriées pour faire en sorte que toute production ou utilisation au titre de ladite dérogation ou dans ce but est effectuée de manière à prévenir ou réduire au minimum l'exposition

des personnes et des rejets dans l'environnement. Dans le cas d'utilisation au titre de dérogations ou dans des buts acceptables donnant lieu à des rejets intentionnels dans l'environnement dans les conditions d'utilisation normale, ces rejets seront réduits au minimum nécessaire, compte tenu des normes et directives applicables.

Article. 4. - Registre des dérogations spécifiques

Un registre est établi par les présentes afin d'identifier les Parties bénéficiant de dérogations spécifiques prévues à l'annexe A ou à l'annexe B. Il ne recense pas les Parties qui appliquent les dispositions de l'annexe A ou de l'annexe B dont toutes les Parties peuvent se prévaloir. Ce registre est tenu par le Secrétariat et est accessible au public.

1. Le registre comprend :

a) une liste des types de dérogations spécifiques prévues à l'annexe A et à l'annexe B :

b) une liste des Parties bénéficiant d'une dérogation spécifique prévue à l'annexe A ou à l'annexe B :

c) une liste des dates d'expiration pour chaque dérogation spécifique enregistrée.

3. Tout Etat qui devient Partie peut moyennant notification écrite adressée au Secrétariat. Faire enregistrer un ou plusieurs types de dérogations spécifiques prévues à l'annexe A ou à l'annexe B.

4. A moins qu'une date antérieure ne soit indiquée dans le registre par une Partie. Ou qu'une prorogation ne soit accordée conformément au paragraphe 7, toutes les dérogations spécifiques enregistrées expirent cinq ans après la date d'entrée en vigueur de la présente Convention ce qui concerne une substance chimique donnée.

5. A sa première réunion, la Conférence des Parties arrête un processus d'examen des inscriptions au registre.

6. Préalablement à l'examen d'une inscription au registre, la Partie concernée soumet au secrétariat un rapport attestant que l'enregistrement de cette dérogation reste nécessaire. Le secrétariat distribue ce rapport à toutes les Parties. L'examen de la dérogation s'effectue sur la base de toutes les informations disponibles. La Conférence des Parties peut faire à ce sujet toute recommandation qu'elle estime appropriée à la Partie concernée.

7. Sur demande de la Partie concernée, la Conférence des Parties peut décider de proroger une dérogation spécifique pour une période pouvant aller jusqu'à cinq ans. En rendant sa décision, la Conférence des Parties prend dûment en compte la situation particulière des Parties qui sont des pays en développement ou à économie en transition.

8. Une Partie peut, à tout moment, retirer son inscription au registre pour une dérogation spécifique, sur notification écrite adressée au Secrétaire. Le retrait prend effet à la date indiquée dans la notification.

9. Lorsque plus aucune Partie n'est enregistrée pour un type particulier de dérogation spécifique, aucun nouvel enregistrement n'est accepté pour ladite dérogation.

Article 5. – Mesures propres à réduire ou éliminer les rejets résultant d'une production non intentionnelle

Chaque Partie prend au minimum les mesures ci-après pour réduire le volume total des rejets d'origine anthropique de chacune des substances chimiques inscrites à l'annexe C. dans le but de réduire leur volume au minimum et, si possible, de les éliminer à terme :

a) élaborer, dans les deux ans qui suivent l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, un plan d'action ou, le cas échéant, un plan d'action régional ou sous-régional, et l'appliquer ensuite dans le cadre du plan de mise en œuvre visé à l'article 7, afin d'identifier, de caractériser et de gérer les rejets de substances chimiques inscrites à l'annexe C et de faciliter l'application des alinéas b) à e). Ce plan d'action doit comporter les éléments suivants :

i) une évaluation des rejets actuels et projetés, et notamment l'établissement et la tenue à jour d'inventaires des sources et d'estimations des rejets, compte tenu des catégories de sources énumérées à l'annexe C ;

ii) une évaluation de l'efficacité des législations et politiques appliquées par la Partie pour gérer ces rejets ;

iii) des stratégies visant à assurer le respect des obligations au titre du présent paragraphe, compte tenu des évaluations prévues aux points i) et ii) ;

iv) des mesures visant à faire connaître les stratégies susmentionnées et à promouvoir l'éducation et la formation en la matière ;

v) un examen de ces stratégies tous les cinq ans, pour déterminer dans quelle mesure elles ont permis à la Partie de s'acquitter des obligations au titre du présent paragraphe ; les résultats de ces examens figureront dans les rapports présentés en application de l'article 15 ;

vi) un calendrier de mise en œuvre du plan d'action, y compris des stratégies et mesures qui y sont énoncées ;

b) encourager l'application de mesures matériellement possibles et pratiques qui permettent d'atteindre rapidement un niveau réaliste et l'appréciable de réduction des rejets ou d'élimination des sources ;

c) encourager la mise au point et, si elle le juge approprié, exiger l'utilisation de matériels, produits et procédés modifiés ou de remplacement pour prévenir la formation et le rejet des substances chimiques inscrites à l'annexe C, en tenant compte des directives générales sur les mesures de prévention et de réductions des rejets qui figurent à l'annexe C ainsi que les directives qui seront adoptées par décision de la Conférence des Parties ;

d) encourager et, conformément au calendrier de mise en œuvre de son plan d'action, exiger le recours aux meilleures techniques disponibles pour les sources nouvelles à l'intérieur des catégories de sources qu'une Partie a recensées comme justifiant ce traitement dans le cadre de son plan d'action, en se concentrant initialement sur les catégories de sources énumérées dans la partie II de l'annexe C. En tout état de cause, l'utilisation des meilleures techniques disponibles pour les sources nouvelles à l'intérieur des catégories énumérées dans la partie II de la dite annexe sera introduite aussitôt que possible et au plus tard quatre ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention pour cette Partie. Pour les catégories ainsi recensées, les Parties encourageront le recours aux meilleures pratiques environnementales. Pour l'application des meilleures techniques disponibles et des meilleures pratiques environnementales, les Parties devraient tenir compte des directives générales sur les mesures de prévention et de réduction des rejets figurants à l'annexe C ainsi que des directives sur les meilleures techniques disponibles et les meilleures pratiques environnementales qui seront adoptées par décision de la Conférence des Parties.

e) encourager, conformément à son plan d'action, le recours aux meilleures techniques disponibles et aux meilleures pratiques environnementales :

i) pour les sources existantes, à l'intérieur des catégories de sources énumérées à la partie II de l'annexe C et de catégories de sources telles que celles énumérées à la partie III de ladite annexe :

ii) pour les sources nouvelles, à l'intérieur de catégories de sources telles que celles énumérées à la partie III de l'annexe C pour lesquelles cette Partie ne l'a pas fait en vertu de l'alinéa d).

Dans l'application des meilleures techniques disponibles et des meilleures pratiques environnementales, les Parties devraient tenir compte des directives générales sur les mesures de prévention et de réduction des rejets figurant à l'annexe C ainsi que des directives sur les meilleures techniques disponibles et les meilleures pratiques environnementales qui seront adoptées par décision de la Conférence des Parties :

f) aux fins du présent paragraphe et de l'annexe C :

i) par "meilleures techniques disponibles", on entend le stade de développement le plus efficace et

avancé des activités et leurs modes d'exploitation ; démontrant l'aptitude pratique de techniques particulières à constituer, en principe, la base de limitations des rejets visant à prévenir et, lorsque cela s'avère impossible, à réduire de manière générale les rejets des substances chimiques énumérées à la partie I de l'annexe C et leur impact sur l'environnement dans son ensemble. A cet égard :

ii) par techniques "diponibles" on entend aussi bien la technologie utilisée que la façon dont l'installation est conçue, construite, entretenue, exploitée et mise hors service ;

iii) par techniques "disponibles", on entend les techniques auxquelles l'exploitant peut avoir accès et qui sont mises au point sur une échelle permettant de les appliquer dans le secteur industriel concerné, dans des conditions économiquement et techniquement viables, compte des coûts et des avantages ;

iv) par "meilleures", on entend les techniques les plus efficaces pour atteindre un niveau général élevé de protection de l'environnement dans son ensemble ;

v) par "meilleures pratiques environnementales", on entend l'application de la combinaison la plus appropriée de stratégies et mesures de réglementation environnementale.

vi) par "source nouvelle", on entend toute source que l'on commence à construire ou que l'on entreprend de modifier substantiellement au moins un an après la date d'entrée en vigueur ;

- de la présente Convention à l'égard de la Partie concernée, ou

- d'un amendement à l'annexe E pour la Partie concernée, lorsque la source est soumise à ces dispositions de la présente Convention uniquement en vertu de cet amendement.

g) des valeurs limites de rejets ou des normes de fonctionnement peuvent être utilisées par une Partie pour s'acquitter de ses obligations en matière de meilleures techniques disponibles en vertu du présent paragraphe.

Article 6. - Mesures propres à réduire ou éliminer les rejets émanant de stocks et déchets

1. Afin de s'assurer que les stocks constitués de substances chimiques inscrites à l'annexe A ou à l'annexe B, ou en contenant, et les déchets, y compris les produits et articles réduits à l'état de déchets, constitués de substances chimiques inscrites à l'annexe A, B ou C, en contenant, ou contaminés par ces substances soient gérés de manière à protéger la santé humaine et l'environnement, chaque Partie :

a) élabore des stratégies appropriées pour identifier ;

i) les stocks constitués de substances chimiques inscrites à l'annexe A ou à l'annexe B, ou en contenant, et

ii) les produits et articles en circulation et les déchets constitués d'une substance chimique inscrite à l'annexe A, B ou C, en contenant, ou contaminés par cette substance ;

b) identifier, dans la mesure du possible, les stocks constitués de substances chimiques inscrites à l'annexe A ou B, ou en contenant, sur la base des stratégies visées à l'alinéa a) ;

c) gère les stocks, le cas échéant, d'une manière sûre, efficace et écologiquement rationnelle. Les stocks de substances chimiques inscrites à l'annexe A ou à l'annexe B qu'il n'est plus permis d'utiliser conformément à une dérogation spécifique prévue à l'annexe A ou à une dérogation spécifique ou un but acceptable prévu à l'annexe B, à l'exception des stocks qu'il est permis d'exporter conformément au paragraphe 2 de l'article 3, sont considérés comme des déchets et sont gérés conformément à l'alinéa d) ;

d) prend des mesures appropriées pour s'assurer que les déchets, y compris les produits et articles une fois réduits à l'état de déchets :

i) sont manipulés, recueillis, transportés et emmagasinés d'une manière écologiquement rationnelle ;

ii) sont éliminés de manière à ce que les polluants organiques persistants qu'ils contiennent soient détruits ou irréversiblement transformés, de telle sorte qu'ils ne présentent plus les caractéristiques de polluants organiques persistants, ou autrement éliminés d'une manière écologiquement rationnelle lorsque la destruction ou la transformation irréversible ne constitue pas l'option préférable du point de vue écologique ou la teneur en polluants organiques persistants est faible, compte tenu des règles, normes et directives internationales, y compris celles qui pourraient être élaborées conformément au paragraphe 2, et des régimes régionaux et mondiaux pertinents régissant la gestion des déchets dangereux,

iii) ne puissent être soumis à des opérations d'élimination susceptibles d'aboutir à la récupération, au recyclage, à la régénération, à la réutilisation directe ou à d'autres utilisations des polluants organiques persistants ;

iv) ne font pas l'objet de mouvements transfrontières sans qu'il soit tenu compte des règles, normes et directives internationales pertinentes.

e) s'efforce d'élaborer des stratégies appropriées pour identifier les sites contaminés par des substances chimiques inscrites à l'annexe A, B ou C ; si la décontamination de ces sites est entreprise, elle doit être effectuée de manière écologiquement rationnelle.

2. La Conférence des Parties coopère étroitement avec les organes appropriés de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination pour, notamment :

a) - établir les niveaux de destruction et de transformation irréversible nécessaires pour garantir que les caractéristiques des polluants organiques persistants énumérées au paragraphe 1 de l'annexe D ne sont pas présentes ;

b) - déterminer les méthodes dont ils considèrent qu'elles constituent l'élimination écologiquement rationnelle visée ci-dessus ;

c) - s'employer à établir, le cas échéant, les niveaux de concentration des substances chimiques inscrites aux annexes A, B et C afin de définir la faible teneur en polluants organiques persistants mentionnée au point ii) de l'alinéa d) du paragraphe 1.

Article 7. - Plans de mise en œuvre

1. Chaque Partie :

a) élabore et s'efforce de mettre en œuvre un plan pour s'acquitter de ses obligations en vertu de la présente Convention ;

b) transmet son plan de mise en œuvre à la Conférence des Parties dans un délai de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la Convention à son égard ;

c) examine et actualise, le cas échéant, son plan de mise en œuvre à intervalles réguliers et selon des modalités à spécifier par la Conférence des Parties dans une décision à cet effet.

2. Les Parties coopèrent, selon qu'il convient, directement ou par l'intermédiaire d'organisations mondiales, régionales et sous-régionales, et consultent leurs parties prenantes nationales, notamment les associations féminines et les organisations oeuvrant dans le domaine de la santé des enfants, afin de faciliter l'élaboration, l'application et l'actualisation de leurs plans de mise en œuvre.

3. Les Parties s'efforcent d'utiliser et, si nécessaire, de mettre en place des moyens d'intégration des plans nationaux de mise en œuvre pour les polluants organiques persistant dans leurs stratégies de développement durable, selon qu'il convient.

Article 8. - Inscription de substances chimiques aux annexes A, B et C

1. Une Partie peut présenter au Secrétariat une proposition d'inscription d'une substance chimique aux annexes A, B et/ou C. Cette proposition doit comporter les informations requises à l'annexe D. Une Partie peut être aidée par d'autres Parties et/ou le Secrétariat dans l'élaboration de sa proposition.

2. Le Secrétariat vérifie si la proposition comporte les informations requises à l'annexe D. Si le Secrétariat estime que la proposition comporte bien ces informations, il la transmet au Comité d'étude des polluants organiques persistants.

3. Le Comité examine la proposition et applique les critères de sélection énoncés à l'annexe D d'une manière souple et transparente, en tenant compte de façon intégrée et équilibrée de toutes les informations fournies.

4. Si le Comité décide que :

a) la proposition répond aux critères de sélection, il communique, par l'intermédiaire du Secrétariat, la proposition et l'évaluation du Comité à toutes les Parties et aux observateurs et les invite à présenter les informations requises à l'annexe E.

b) la proposition ne répond pas aux critères de sélection, il en informe par l'intermédiaire du Secrétariat, toutes les Parties et les observateurs et communique la proposition et l'évaluation du Comité à toutes les Parties et la proposition est rejetée.

5. Toute partie peut présenter de nouveau au comité une proposition que le Comité a rejetée conformément au paragraphe 4. La proposition ainsi présentée de nouveau peut faire état des préoccupations de la Partie en question, ainsi que des raisons justifiant un nouvel examen par le Comité. Si, à la suite de cette procédure, le Comité rejette à nouveau la proposition, la Partie peut contester la décision du Comité, et la Conférence des Parties examine la question à sa session suivante. La Conférence des Parties peut décider, sur la base des critères de sélection de l'annexe D et compte tenu de l'évaluation du Comité et de toute information supplémentaire fourni par une Partie ou un observateur, qu'il doit être donné suite à la proposition.

6. Lorsque le Comité a décidé que la proposition répond aux critères de sélection, ou que la Conférence des Parties a décidé de donner suite à la proposition, le Comité procède à un nouvel examen de la proposition, en tenant compte de toute information supplémentaire pertinente qui a été reçue, et établit un projet de descriptif des risques conformément à l'annexe E. Il communique ce projet, par l'intermédiaire du Secrétariat, à toutes les Parties et aux observateurs, recueille leurs observations techniques et, compte tenu de ces observations, complète le descriptif des risques.

7. Si, sur la base du descriptif des risques établi conformément à l'annexe E, le Comité décide :

a) que la substance chimique est susceptible, du fait de sa propagation à longue distance dans l'environnement, d'avoir des effets nocifs importants sur la santé humaine et/ou l'environnement justifiant l'adoption de mesures au niveau mondial, il est donné suite à la proposition. L'absence de certitude scientifique absolue n'empêche pas de donner suite à la proposition. Le Comité, par l'intermédiaire du Secrétariat, demande à toutes les Parties aux observateurs de fournir des informations se rapportant aux considérations énoncées à l'annexe F. Il établit alors une évaluation de la gestion des risques qui comprend une analyse des éventuelles mesures de réglementation de la substance chimique, conformément à ladite annexe ;

b) qu'il ne doit pas être donné suite à la proposition, il communique, par l'intermédiaire du Secrétariat, le descriptif des risques à toutes les Parties et aux observateurs et rejette la proposition.

8. Pour toute proposition rejetée conformément à l'alinéa b) du paragraphe 7, une Partie peut demander à la Conférence des Parties d'examiner la possibilité de charger le Comité de demander des informations supplémentaires à la Partie ayant présenté la proposition et à d'autres Parties pendant une période ne dépassant pas un an. Une fois cette période écoulée, et sur la base de toutes informations reçues, le Comité réexamine la proposition conformément au paragraphe 6 avec un rang de priorité à décider par la Conférence des Parties. Si, à la suite de cette procédure, le Comité rejette à nouveau la proposition, la Partie peut contester la décision du Comité, et la Conférence des Parties examine la question à sa session suivante. La Conférence des Parties peut décider, sur la base du descriptif des risques établi conformément à l'annexe E et compte tenu de l'évaluation du Comité et de toute information supplémentaire fournie par une Partie ou un observateur, qu'il doit être donné suite à la proposition. Si la Conférence des Parties décide qu'il doit être donné suite à la proposition, le Comité établit l'évaluation de la gestion des risques.

9. Sur la base du descriptif des risques mentionné au paragraphe 6 et de l'évaluation de la gestion des risques mentionnée à l'alinéa a) du paragraphe 7 et au paragraphe 8, le Comité recommande à la Conférence des Parties d'envisager ou non l'inscription de la substance chimique aux annexes A.B et/ou C. La Conférence des Parties, tenant dûment compte des recommandations du Comité, y compris toute incertitude scientifique, décide, de manière précautionneuse, d'inscrire ou non la substance chimique aux annexes A.B et/ou C, en spécifiant les mesures de réglementation de cette substance.

Article 9. - Echange d'informations

1. Chaque Partie facilite ou entreprend l'échange d'informations se rapportant :

a) à la réduction ou à l'élimination de la production, de l'utilisation et des rejets de polluants organiques persistants ;

b) aux solutions de remplacement des polluants organiques persistants, notamment d'informations sur leurs risques ainsi que sur leurs coûts économique et sociaux.

2. Les Parties échangent les informations visées au paragraphe 1 directement ou par l'intermédiaire du Secrétariat.

3. Chaque Partie désigne un correspondant national pour l'échange de ces informations.

4. Le Secrétariat joue le rôle de centre d'échange pour les informations sur les polluants organiques persistants, y compris celles communiquées par les Parties et par des organisations intergouvernementales et non gouvernementales.

5. Aux fins de la présente Convention, les informations concernant la santé et la sécurité des personnes ainsi que la salubrité et la protection de l'environnement ne sont pas considérées comme confidentielles. Les Parties qui échangent d'autres informations en application de la Convention respectent le caractère confidentiel des informations comme mutuellement convenu.

Article 10. - Information sensibilisation et éducation du public

1. Chaque Partie, dans la mesure de ses moyens, favorise et facilite :

a) la sensibilisation de ses responsables politiques et de ses décideurs aux polluants organiques persistants ;

b) la fourniture au public de toutes les informations disponibles sur les polluants organiques persistants, compte tenu des dispositions du paragraphe 5 de l'article 9 ;

c) l'élaboration et l'application de programmes d'éducation et de sensibilisation, en particulier à l'intention des femmes, des enfants et des moins instruits, sur les polluants organiques persistants, ainsi que sur leurs effets sur la santé et l'environnement et sur les solutions de remplacement ;

d) la participation du public à la prise en considération des polluants organiques persistants et de leurs effets sur la santé et l'environnement et à la mise au point de solutions appropriées, y compris les possibilités de contributions nationales à l'application de la présente Convention ;

e) la formation de travailleurs, de scientifiques, d'éducateurs et de personnel technique et de direction ;

f) la mise au point et l'échange de matériels d'éducation et sensibilisation aux niveaux national et international ;

g) l'élaboration et l'exécution de programmes d'éducation et de formation aux niveaux national et international.

2. Chaque Partie, dans la mesure de ses moyens, veille à ce que le public ait accès aux informations publiques visées au paragraphe 1 et à ce que ces informations soient tenues à jour.

3. Chaque Partie, dans la mesure de ses moyens, encourage l'industrie et les usagers professionnels à favoriser et faciliter la fourniture des informations visées au paragraphe 1 au niveau national et, le cas échéant, aux niveaux sous-régional, régional et mondial.

4. Pour la fourniture d'informations sur les polluants organiques persistants et les solutions de remplacement, les Parties peuvent recourir à des fiches techniques de sécurité, à des rapports, aux médias et à d'autres moyens de communication, et établir des centres d'information aux niveaux national et régional.

5. Chaque Partie envisage avec bienveillance l'élaboration de mécanismes, tels que des registres des rejets et transferts de polluants, pour la collecte et la diffusion d'informations sur les estimations des quantités annuelles des substances chimiques énumérées à l'annexe A, B ou C qui sont rejetées ou éliminées.

Article 11. – Recherche-développement et surveillance

1. Les Parties, dans la mesure de leurs moyens, encouragent et/ou entreprennent, aux niveaux national et international, des activités appropriées de recherche-développement, de surveillance et de coopération concernant les polluants organiques persistants et, le cas échéant, les solutions de remplacement et les polluants organiques persistants potentiels, portant notamment sur les points suivants :

- a) sources et rejets dans l'environnement ;
- b) présence, niveaux et tendances chez les êtres humains et dans l'environnement ;
- c) propagation, devenir et transformation dans l'environnement ;
- d) effets sur la santé humaine et l'environnement ;
- e) impacts socio-économiques et culturels ;
- f) réduction ou élimination des rejets ;

g) méthodologies harmonisées d'inventaire des sources de production et techniques analytiques de mesure des rejets.

2. Lorsqu'elles entreprennent des activités en vertu du paragraphe 1, les Parties, dans la mesure de leurs moyens :

a) appuient et renforcent, le cas échéant, des organisations, réseaux et programmes internationaux ayant pour objet de définir, de conduire, d'évaluer et de financer la recherche, la collecte de données et la surveillance, compte tenu de la nécessité de réduire le plus possible les doubles emplois ;

b) appuient les activités nationales et internationales visant à renforcer les capacités nationales de recherche scientifique et technique, en particulier dans les pays en développement et les pays à l'économie en transition, et à favoriser l'accès aux données et analyses et leur échange ;

c) tiennent compte des préoccupations et des besoins, en particulier en matière de ressources financières et techniques, des pays en développement et des pays à économie en transition, et coopèrent au renforcement de leur capacité à participer aux activités visées aux alinéas a) et b) ;

d) entreprennent des travaux de recherche visant à atténuer les effets des polluants organiques persistants sur la santé génésique ;

e) mettent les résultats de leurs activités de recherche-développement et de surveillance visée au présent paragraphe à la disposition du public, en temps utile et à intervalles réguliers ;

f) encouragent et/ou entreprennent une coopération en ce qui concerne le stockage et la tenue à jour des informations issues des activités de recherche développement et surveillance.

Article 12. – Assistance technique

1. Les Parties reconnaissent que la fourniture en temps utile assistance technique appropriée à la demande de Parties qui sont des pays en développement ou à économie en transition est essentielle pour appliquer avec succès la présente Convention.

2. Les Parties coopèrent pour fournir en temps utile une assistance technique appropriée aux Parties qui sont des pays en développement ou à économie en transition afin de les aider, compte tenu de leurs besoins particuliers, à développer et à renforcer leurs moyens de s'acquitter de leurs obligations au titre de la Convention.

3. A cet égard, l'assistance technique devant être fournie par les pays développés Parties, et d'autres Parties dans la mesure de leurs moyens, comprend :

selon qu'il convient et comme convenu d'un commun accord, la fourniture d'une assistance technique pour le renforcement des capacités aux fins d'exécution des obligations au titre de la Convention. La Conférence des Parties donnera des directives supplémentaires en la matière.

4. Les Parties prennent, le cas échéant, des dispositions pour fournir une assistance technique et favoriser le transfert de technologie aux Parties qui sont des pays en développement ou à économie en transition en vue de l'application de la présente Convention. Ces dispositions comprennent la création de centres régionaux et sous-régionaux pour le renforcement des capacités et le transfert de technologie afin d'aider les Parties qui sont des pays en développement ou à économie en transition à s'acquitter de leurs obligations au titre de la Convention. La Conférence des Parties donnera des directives supplémentaires en la matière.

5. Aux fins du présent article, les Parties tiennent pleinement compte des besoins spécifiques et de la situation particulière des pays les moins avancés et des petits Etats insulaires en développement, lorsqu'elles prennent des décisions concernant l'assistance technique.

Article 13. – Ressources financières et mécanismes de financement

1. Chaque partie s'engage à fournir, dans la mesure de ses moyens, un appui et des incitations d'ordre financier au titre des activités nationales qui visent à la réalisation de l'objectif de la présente Convention, conformément à ses plans, priorités et programmes nationaux.

2. Les pays développés Parties fournissent des ressources financières nouvelles et additionnelles pour permettre aux Parties qui sont des pays en développement ou à économie en transition de couvrir la totalité des surcoûts convenus de l'application des mesures leur permettant de s'acquitter de leurs obligations au titre de la Convention, comme convenu entre une Partie bénéficiaire et une entité participant au mécanisme décrit au paragraphe 6. D'autres Parties peuvent également, à titre volontaire et dans la mesure de leurs moyens, fournir de telles ressources de financières. Les contributions d'autres sources devraient également être encouragées. Dans l'exécution de ces engagements, il est tenu compte de la nécessité d'un financement adéquat, prévisible et en temps utile et de l'importance d'un partage des charges entre les Parties contribuant.

3. Les pays développés Parties, et d'autres Parties dans la mesure de leurs moyens et conformément à leurs plans, priorités et programmes nationaux, peuvent aussi fournir, et les Parties qui sont des pays en développement

ou à économie en transition obtenir des ressources financières pour les aides dans l'application de la présente Convention par d'autres sources et voies bilatérales, régionales ou multilatérales.

4. La mesure dans laquelle les pays en développement Parties s'acquitteront effectivement de leurs engagements au titre de la Convention dépendra de la mesure dans laquelle les pays développés Parties s'acquitteront effectivement de leurs engagements au titre de la Convention en ce qui concerne les ressources financières, l'assistance technique et le transfert de technologie. Il sera pleinement tenu compte du fait qu'un développement économique et social durable et l'élimination de la pauvreté sont, pour les pays en développement Parties, la priorité absolue, compte dûment tenu de la nécessité de protéger la santé humaine et l'environnement.

5. Les Parties tiennent pleinement compte des besoins spécifiques et de la situation particulière des pays les moins avancés et des petits Etats insulaires en développement lorsqu'elles prennent des décisions concernant le financement.

6. Il est défini par les présentes un mécanisme pour la fourniture aux Parties qui sont des pays en développement ou à économie en transition de ressources financières adéquates et régulières à titre de don ou à des conditions de faveur, afin de les aider dans l'application de la Convention. Aux fins de la présente Convention, ce mécanisme sera placé sous l'autorité, selon qu'il convient, et la direction de la Conférence des Parties, à laquelle il rendra compte. Sa gestion sera confiée à un ou plusieurs organismes, y compris parmi les organismes internationaux existants, selon ce que décidera la Conférence des Parties. Le mécanisme pourra aussi comprendre d'autres organismes fournissant une assistance financière et technique multilatérale, régionale et bilatérale. Les contributions au mécanisme s'ajouteront à d'autres transferts financiers aux Parties qui sont des pays en développement ou à économie en transition, comme indiqué au paragraphe 2 et conformément aux dispositions dudit paragraphe.

7. Conformément aux objectifs de la présente Convention et au paragraphe 6, la Conférence des Parties adopte, à sa première réunion, des directives appropriées à donner au mécanisme et convient avec l'organisme ou les organismes participant au mécanisme de financement des arrangements visant à donner effet à ces directives. Ces directives porteront notamment sur les points suivants :

a) la définition des priorités en matière de politiques, de stratégies et de programmes, ainsi que de critères et directives clairs et détaillés concernant les conditions requises pour avoir accès aux ressources

financières et les utiliser, y compris la surveillance et l'évaluation régulière de cette utilisation ;

b) la présentation à la Conférence des Parties, par l'organisme ou les organismes, de rapports périodiques sur l'adéquation et la régularité du financement des activités liées à l'application de la Convention ;

c) la promotion de méthodes, de mécanismes et de dispositifs faisant appel à plusieurs sources de financement ;

d) les modalités de détermination, d'une manière prévisible et claire, du montant des ressources financières nécessaires et disponibles pour l'application de la Convention, compte tenu du fait que l'élimination des polluants organiques persistants risque de nécessiter un financement soutenu, et des conditions dans lesquelles ce montant fera l'objet d'un examen périodique ;

e) les modalités de la fourniture aux Parties intéressées d'une aide concernant l'évaluation des besoins et de renseignement sur les sources de financement disponibles et les modes de financement, de façon à faciliter la coordination entre elles.

8. La Conférence des Parties examine, au plus tard à sa deuxième réunion et par la suite périodiquement, l'efficacité du mécanisme institué en vertu du présent article, sa capacité à faire face aux besoins en évolution des Parties qui sont des pays en développement ou à économie en transition, les critères et directives visés au paragraphe 7, le niveau de financement ainsi que l'efficacité des organismes institutionnels chargés de gérer le mécanisme de financement. Sur la base de cet examen, elle prend des mesures appropriées, le cas échéant, pour améliorer l'efficacité du mécanisme, notamment en formulant des recommandations et directives sur les mesures à prendre pour garantir des ressources financières adéquates et régulières afin de répondre aux besoins des Parties.

Article 14. – Arrangements financiers provisoires

La structure institutionnelle du Fonds pour l'environnement mondial, qui fonctionne conformément à l'Instrument pour la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial, fait office, à titre provisoire, de principal organisme chargé du fonctionnement du mécanisme de financement visé à l'article 13, dans l'intervalle entre la date d'entrée en vigueur de la présente Convention et la première réunion de la Conférence des Parties, ou jusqu'à ce que la Conférence des Parties décide de la structure institutionnelle à désigner conformément à l'article 13. La structure institutionnelle du Fonds pour l'environnement mondial devrait s'acquitter de cette fonction au moyen de mesures opérationnelles portant spécifiquement sur les polluants organiques persistants, compte tenu du fait que de nouveaux arrangements en la matière peuvent s'avérer nécessaires.

Article 15. – Communication des informations

1. Chaque Partie fait rapport à la Conférence des Parties sur les mesures qu'elle a prises pour appliquer les dispositions de la présente Convention et sur leur efficacité dans la réalisation de l'objectif de la Convention.

2. Chaque Partie fournit au Secrétariat :

a) des données statistiques sur les quantités totales produites, importées et exportées de chacune des substances chimiques inscrites aux annexes A et B, ou une estimation plausible de ces quantités ;

b) dans la mesure du possible, une liste des Etats d'où elle a importé chaque substance, et des Etats vers lesquels elle a exporté chaque substance.

3. Ces informations sont communiquées périodiquement et selon une présentation à déterminer par la Conférence des Parties à sa première réunion.

Article 16. – Evaluation de l'efficacité

1. Quatre ans après la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, et périodiquement par la suite des intervalles dont elle décidera, la Conférence des Parties évalue l'efficacité de la Convention.

2. Afin de faciliter cette évaluation, la Conférence des Parties, à sa première réunion, décide de la mise en place d'arrangements lui permettant de disposer de données de surveillance comparables sur la présence des substances chimiques inscrites aux annexes A, B et C, ainsi que sur leur propagation dans l'environnement aux niveaux régional et mondial. Ces arrangements :

a) devraient être mis en œuvre par les Parties sur une base régionale, s'il y a lieu, selon leurs moyens techniques et financiers, en tirant parti dans la mesure du possible des programmes et mécanismes de surveillance existants et en favorisant l'harmonisation des approches ;

b) peuvent être complétés si nécessaire, compte tenu des différences entre régions et de leurs capacités à réaliser des activités de surveillance ;

c) prévoient l'établissement de rapports à la Conférence des Parties sur les résultats des activités de surveillance aux niveaux régional et mondial, à des intervalles à spécifier par la Conférence des Parties.

3. L'évaluation décrite au paragraphe 1 est effectuée sur la base des informations scientifiques, environnementales, techniques disponibles, y compris :

a) des rapports et d'autres données de surveillance fournis conformément au paragraphe 2 ;

b) des rapports nationaux présentés conformément à l'article 15 ;

c) des informations sur le non-respect reçues conformément aux procédures établies en vertu de l'article 17.

Article. 17. – Non-respect

La Conférence des Parties élabore et approuve, dès que possible, des procédures et des mécanismes institutionnels permettant de déterminer les cas de non-respect des dispositions de la présente Convention et les mesures à prendre à l'égard des Parties contrevenantes.

Article 18. – Règlement des différends

1. Les Parties règlent tout différend surgissant entre elles au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention par voie de négociation ou par tout autre moyen pacifique de leur choix.

2. Lorsqu'elle ratifie, accepte ou approuve le Convention ou y adhère, ou à tout autre moment par la suite, toute Partie qui n'est pas une organisation régionale d'intégration économique peut déclarer dans un instrument écrit soumis au depositaire que, pour tout différend concernant l'interprétation ou l'application de la Convention, elle reconnaît comme obligatoires l'un ou les deux moyens de règlement des différends ci-après à l'égard de toute Partie acceptant la même obligation.

a) l'arbitrage, conformément aux procédures qu'adoptera dès que possible la Conférence des Parties dans une annexe ;

b) la soumission du différend à la Cour internationale de Justice.

3. Toute organisation régionale d'intégration économique Partie à la Convention peut faire une déclaration analogue concernant l'arbitrage conformément à la procédure visée à l'alinéa a) du paragraphe 2.

4. Toute déclaration faite en application du paragraphe 2 ou 3 reste en vigueur jusqu'à l'expiration du délai stipulé dans cette déclaration ou jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter du dépôt de la notification écrite de sa révocation auprès du depositaire.

5. L'expiration d'une déclaration, la notification de la révocation d'une déclaration ou le dépôt d'une nouvelle déclaration n'affecte en rien la procédure engagée devant un tribunal ou la Cour internationale de Justice, à moins que les parties au différend n'en conviennent autrement.

6. Si les parties à un différend n'ont pas accepté le même moyen de règlement ou l'une des procédures prévues au paragraphe 2, et si elles ne sont pas parvenues à régler leur différend dans les douze mois qui suivent la notification par partie de l'existence d'un différend entre elles, celui-ci est à une commission de conciliation, à la demande de l'une quelconque des parties au différend. La commission de conciliation présente un rapport assorti de recommandations. Des procédures supplémentaires concernant la commission de conciliation figureront dans une annexe que la Conférence des Parties adoptera au plus tard à sa deuxième réunion.

Article 19. – Conférence des Parties

1. Il est institué par les présentes une Conférence des Parties.

2. La première réunion de la Conférence des Parties est convoquée par le Directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l'environnement un an au plus tard après l'entrée en vigueur de la présente Convention. Par la suite, les réunions ordinaires de la Conférence des Parties se tiendront à des intervalles réguliers à décider par la Conférence.

3. Des réunions extraordinaires de la Conférence des Parties peuvent avoir lieu à tout autre moment si la Conférence le juge nécessaire, ou à la demande écrite d'une Partie, sous réserve que cette demande soit appuyée par un tiers au moins des Parties.

4. La conférence des parties arrête et adopte par consensus, à sa première réunion, son règlement intérieur et ses règles de gestions financière et ceux de tout organe subsidiaire, ainsi que les dispositions financières le fonctionnement du Secrétariat.

5. La Conférence des Parties suit et évalue en permanence l'application de la présente Convention. Elle s'acquitte des fonctions qui lui sont assignées par la Convention et, à cette fin :

a) crée conformément aux dispositions du paragraphe 6, les organes subsidiaires qu'elle juge nécessaires à l'application de la Convention ;

b) coopère, selon que de besoin, avec les organisations internationales et les organismes intergouvernementaux et non gouvernementaux compétents ;

c) examine périodiquement toutes les informations communiquées aux Parties en application de l'article 15, et étudie notamment l'efficacité du point iii) de l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 3 ;

d) examine et prend toute autre mesure nécessaire à la réalisation des objectifs de la Convention.

6. La Conférence des Parties crée, à sa première réunion, un organe subsidiaire dénommé Comité d'étude des polluants organiques persistants, qui exerce les fonctions qui lui sont confiées en vertu de la Convention. A cet égard :

a) les membres du Comité d'étude des polluants organiques persistants sont nommés par la Conférence des Parties. Le Comité est composé de spécialistes de l'évaluation ou de la gestion des substances chimiques désignés par les gouvernements. Les membres du Comité sont nommés sur la base d'une répartition géographique équitable ;

b) la Conférence des Parties décide du mandat, de l'organisation et du fonctionnement du Comité ;

c) le Comité n'épargne aucun effort adopter ses recommandations par consensus. Lorsque tous ses efforts restent vains et qu'aucun consensus n'est possible, ses recommandations sont adoptées, en dernier recours, à la majorité des deux tiers des membres présents et votants.

7. La Conférence des Parties évalue, à sa troisième réunion, la nécessité du maintien de la procédure prévue à l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 3, en examinant notamment son efficacité.

8. L'Organisation des Nations unies ses institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique, de même que tout Etat qui n'est pas Partie à la présente Convention, peuvent se faire représenter aux réunions de la Conférence des Parties en qualité d'observateurs. Tout organe ou organisme, national ou international, gouvernemental ou non gouvernemental, compétent dans les domaines visés par la Convention et qui a informé le Secrétariat de son désir de se faire représenter à une réunion de la Conférence des Parties en qualité d'observateur peut être admis à y prendre part à moins qu'un tiers au moins des Parties présentes n'y fassent objection. L'admission et la participation des observateurs sont subordonnées au respect du règlement intérieur adopté par la Conférence des Parties.

Article 20. – Secrétariat

1. Il est institué par les présentes un Secrétariat.

2. Les fonctions du Secrétariat sont les suivantes :

a) organiser les réunions de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires et leur fournir les services voulus ;

b) faciliter l'octroi d'une assistance aux Parties, en particulier aux Parties qui sont des pays en développement ou à économie en transition, sur demande, aux fins de l'application de la présente Convention ;

c) assurer la coordination nécessaire avec les secrétariats d'autres organismes internationaux compétents ;

d) établir et transmettre aux Parties des rapports périodiques fondés sur les informations reçues en vertu de l'article 15 et d'autres informations disponibles ;

e) conclure, sous la supervision de la Conférence des Parties, les arrangements administratifs et contractuels qui pourraient lui être nécessaires pour s'acquitter efficacement de ses fonctions ;

f) s'acquitter des autres tâches de secrétariat spécifiées dans la Convention et de toutes autres fonctions qui pourraient lui être confiées par la Conférence des Parties.

3. Les fonctions de secrétariat de la présente Convention sont assurées par le Directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l'environnement, sauf si la Conférence des Parties décide, à une majorité des trois quarts des Parties présentes et votantes, de confier les fonctions de secrétariat à une ou plusieurs autres organisations internationales.

Article 21. – Amendements à la Convention

1. Toute Partie peut proposer des amendements à la présente Convention.

2. Les amendements à la Convention sont adoptés lors d'une réunion de la Conférence des Parties. Le texte de toute proposition d'amendement est communiqué aux Parties par le Secrétariat six mois au moins avant la réunion à laquelle il est présenté pour adoption. Le Secrétariat communique aussi les propositions d'amendement aux signataires de la Convention et, à titre d'information, au dépositaire.

3. Les Parties n'épargnent aucun effort pour parvenir à un accord par consensus sur toute proposition d'amendement à la présente Convention. Si tous les efforts en ce sens sont demeurés vains, l'amendement est adopté en dernier recours par un vote à la majorité des trois quarts des Parties présentes et votantes.

4. Le dépositaire communique l'amendement à toutes les Parties aux fins de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

5. La ratification, l'acceptation ou l'approbation d'un amendement est notifiée par écrit au dépositaire. Tout amendement adopté conformément au paragraphe 3 entre en vigueur pour les Parties l'ayant accepté le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation par les trois quarts au moins des Parties. Par la suite, l'amendement entre en vigueur à l'égard de toute autre Partie le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt par cette Partie de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de l'amendement.

Article 22. – Adoption et amendement des annexes

1. Les annexes à la présente Convention font partie intégrante de la Convention et, sauf disposition contraire expresse, toute référence à la Convention constitue également une référence à ses annexes.

2. Toute nouvelle annexe a exclusivement trait à des questions de procédure ou à des questions à caractère scientifique, technique ou administratif.

3. La proposition, l'adoption et l'entrée en vigueur d'annexes supplémentaires à la Convention sont régies par la procédure suivante :

a) les annexes supplémentaires sont proposées et adoptées selon la procédure énoncée aux paragraphes 1, 2 et de l'article 21 ;

b) toute Partie qui n'est pas en mesure d'accepter une annexe supplémentaire en donne par écrit notification au dépositaire dans l'année qui suit la date de communication par le dépositaire de l'adoption de l'annexe supplémentaire. Ce dernier informe sans délai toutes les Parties de toute notification reçue. Une Partie peut à tout moment retirer une notification antérieure de non-acceptation d'une annexe supplémentaire, et cette annexe entre alors en vigueur à l'égard de cette Partie sous réserve des dispositions de l'alinéa c) ;

c) à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de communication par le dépositaire de l'adoption d'une annexe supplémentaire, ladite annexe entre en vigueur à l'égard de toutes les Parties qui n'ont pas communiqué de notification en application des dispositions de l'alinéa b).

4. La proposition, l'adoption et l'entrée en vigueur d'amendements à l'annexe A, B ou C sont soumises à la même procédure que la proposition, l'adoption et l'entrée en vigueur d'annexes supplémentaires à la Convention, si ce n'est qu'un amendement à l'annexe A, B ou C n'entre pas en vigueur à l'égard d'une Partie qui a fait une déclaration au sujet des amendements à ces annexes en application du paragraphe 4 de l'article 25, auquel cas l'amendement entre en vigueur pour cette Partie le quatre-vingt-dixième jour suivant la date de dépôt auprès du dépositaire de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation dudit amendement ou d'adhésion à celui-ci.

5. La procédure ci-après s'applique à la proposition, à l'adoption et à l'entrée en vigueur de tout amendement à l'annexe D, E ou F ;

a) les amendements sont proposés selon la procédure prévue aux paragraphes 1 et 2 de l'article 21 ;

b) les Parties décident de tout amendement à l'Annexe D, E ou F par consensus ;

c) toute décision tendant à amender l'annexe D, E ou F est immédiatement communiquée aux Parties par le dépositaire. Cet amendement entre en vigueur pour toutes les Parties à une date à préciser dans la décision.

6. Lorsqu'une annexe supplémentaire ou un amendement à une annexe se rapporte à un amendement à la Convention, ladite annexe supplémentaire ou ledit amendement n'entre en vigueur que lorsque l'amendement à la Convention entre lui-même en vigueur.

Article 23. – Droit de vote

1. Chaque Partie à la Convention dispose d'une voix, sous réserve des dispositions du paragraphe 2.

2. Les organisations régionales d'intégration économique disposent, pour exercer leur droit de vote dans les domaines qui relèvent de leur compétence, d'un nombre de voix égal au nombre de leurs Etats membres qui sont Parties à la Convention. Elles n'exercent pas leur droit de vote si l'un quelconque de leurs Etats membres exerce le sien, et inversement.

Article 24. – Signature

La présente Convention est ouverte à la signature de tous les Etats et organisations régionales d'intégration économique à Stockholm, le 23 mai 2001, et au Siège de l'Organisation des Nations unies, à New York, du 24 mai 2001 au 22 mai 2002

Article 25. – Ratification, acceptation, approbation ou adhésion

1. La présente Convention est soumise à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation des Etats et des organisations régionales d'intégration économique. Elle est ouverte à l'adhésion des Etats et des organisations régionales d'intégration économique le lendemain du jour où elle cesse d'être ouverte à la signature. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du dépositaire.

2. Toute organisation régionale d'intégration économique qui devient Partie à la présente Convention sans qu'aucun de ses Etats membres n'y soit Partie est liée par toutes les obligations énoncées dans la Convention. Lorsqu'un ou plusieurs Etats membres d'une de ces organisations sont Parties à la Convention, l'organisation et ses Etats membres conviennent de leurs responsabilités respectives en ce qui concerne l'exécution des obligations qui leur incombent en vertu de la Convention. En pareil cas, l'organisation et ses Etats membres ne sont pas habilités à exercer concurremment leurs droits au titre de la Convention.

3. Dans leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, les organisations régionales d'intégration économique indiquent l'étendue de leur compétence dans les domaines régis par la Convention. Ces organisations informent aussi le dépositaire, qui informe à son tour les Parties, de toute modification pertinente de l'étendue de leur compétence.

4. Dans son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, toute Partie peut déclarer que tout amendement à l'annexe A, B ou C n'entre en vigueur à son l'égard qu'après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation dudit amendement ou d'adhésion à celui-ci.

Article 26. – Entrée en vigueur

1. La présente Convention entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt du cinquantième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. A l'égard de chaque Etat ou organisation régionale d'intégration économique qui la ratifie, l'accepte, l'approuve ou y adhère après le dépôt du cinquantième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la Convention entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt par cet Etat ou cette organisation de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

3. Aux fins des paragraphes 1 et 2, l'instrument déposé par une organisation régionale d'intégration économique n'est pas considéré comme venant s'ajouter aux instruments déjà déposés par les Etats membres de ladite organisation.

Article 27. – Réserves

Aucune réserve ne peut être faite à la présente Convention.

Article 28. – Dénonciation

1. A l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard d'une Partie, ladite Partie peut à tout moment dénoncer la Convention par notification écrite donnée au dépositaire.

2. La dénonciation prend effet à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de réception de la notification de dénonciation par le dépositaire, ou à toute date ultérieure spécifiée dans la notification de dénonciation.

Article 29. – Dépositaire

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies est le dépositaire de la présente Convention.

Article 30. – Textes faisant foi

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, est déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies.

En foi de quoi, les soussignés, à ce dûment habilités, ont signé la présente Convention.

Fait à Stockholm, le 22 mai 2001

Annexe A ELIMINATION Première partie

Substance chimique	Activité	Dérogation spécifique
Aldrine* No. de CAS : 309-00-2	Production	Néant
	Utilisation	Ectoparasiticide local Insecticide
Chlordane* No. de CAS : 57-74-9	Production	Telle qu'autorisée pour les Parties inscrites sur le registre
	Utilisation	Ectoparasiticide local Insecticide Termiticide Termiticide dans les bâtiments et les barrages Termiticide sur les routes Additif dans les adhésifs pour contre-plaques
Dieldrine* No. de CAS : 60-57-1	Production	Néant
	Utilisation	Activités agricoles
Endrine* No. de CAS : 72-20-8	Production	Néant
	Utilisation	Néant
Heptachlore* No. de CAS : 76-44-8	Production	Néant
	Utilisation	Termiticide-Termiticide dans la charpente des maisons Termiticide (souterrain) Traitement du bois Boîtiers de câbles souterrains
Hexachlorobenzène No. de CAS : 118-74-1	Production	Telle qu'autorisée pour les Parties inscrites sur le registre
	Utilisation	Produit intermédiaire Solvant dans les pesticides Intermédiaire en circuit fermé sur un site déterminé
Mirex* No. de CAS : 2385-85-5	Production	Telle qu'autorisée pour les Parties inscrites sur le registre
	Utilisation	Termiticide
Toxaphène* No. de CAS : 8001-35-2	Production	Néant
	Utilisation	Néant
Polychlorobiphényles (PCB)*	Production	Néant
	Utilisation	Articles en circulation conformément aux dispositions de la deuxième partie de la présente annexe

Notes :

i) sauf disposition contraire de la Convention, les quantités d'une substance chimique présentes non intentionnellement dans des produits et articles sous forme de contaminant à l'état de trace ne sont pas considérées comme relevant de la présente annexe.

ii) la présente note ne doit pas être considérée comme constituant une dérogation spécifique concernant la production et l'utilisation aux fins du paragraphe 2 de l'article 3. Les quantités d'une substance chimique présentes sous forme de constituants d'articles manufacturés ou déjà en circulation avant ou à la date d'entrée en vigueur de l'obligation pertinente en ce qui concerne cette substance ne sont pas considérées comme relevant de la présente annexe, pour autant que la Partie ait notifié le Secrétariat qu'un type particulier d'article est toujours en circulation dans cette Partie. Le Secrétariat met ces notifications à la disposition du public.

3. Etant donné que des quantités appréciables de la substance chimique ne sont pas censées atteindre les êtres humains et l'environnement lors de la production et de l'utilisation d'un intermédiaire en circuit fermé sur un site déterminé, une Partie qui en notifie le Secrétariat peut autoriser la production et l'utilisation, comme intermédiaire en circuit fermé sur un site déterminé, de quantités d'une substance chimique inscrite à la présente annexe chimiquement transformées lors de la fabrication d'autres substances chimiques qui, compte tenu des critères énoncés au paragraphe 1 de l'annexe D, ne présentent pas les caractéristiques d'un polluant organique persistant. Cette notification comprend des données sur la production totale et l'utilisation de cette substance chimique ou une estimation plausible de ces données et des informations sur la nature du processus en circuit fermé sur un site déterminé, y compris la quantité de polluant organique persistant utilisée comme matière de départ non transformée et présente non intentionnellement sous forme de contaminant à l'état de trace dans le produit final. Cette procédure s'applique sauf disposition contraire de la présente annexe. Le Secrétariat met ces notifications à la disposition de la Conférence des Parties et du public. Cette production ou utilisation n'est pas considérée comme une dérogation spécifique en matière de production ou d'utilisation. Il est mis fin à cette production et à cette utilisation au bout de dix ans, à moins que la Partie concernée n'adresse au Secrétariat une nouvelle notification, auquel cas le délai est prolongé de dix ans, sauf si la Conférence des Parties en décide autrement, après examen de la production et de l'utilisation. La procédure de notification peut être répétée.

iv) les parties les ayant fait enregistrer en ce qui les concerne conformément à l'article 4 peuvent se prévaloir de toutes les dérogations spécifiques prévues par la présente annexe, à l'exception de l'utilisation de polychlorobiphényles dans les articles en circulation conformément aux dispositions de la deuxième partie de la présente annexe, dérogation dont toutes les parties peuvent se prévaloir.

Deuxième partie . – Polychlorobiphényles**Chaque Partie :**

a) s'agissant de l'élimination de l'utilisation des Polychlorobiphényles dans les équipements (par exemple transformateurs, condensateurs, ou autres réceptacles contenant des liquides) d'ici à 2025, sous réserve d'examen par la Conférence des Parties, prend des mesures conformément aux priorités ci-après ;

i) s'employer résolument à identifier, étiqueter et retirer de la circulation les équipements contenant plus de 10 % et de 5 litres de Polychlorobiphényles ;

ii) s'employer résolument à identifier, étiqueter et retirer de la circulation les équipements contenant plus de 0,05% et 5 litres de polychlorobiphényles ;

iii) s'efforcer d'identifier et de retirer de la circulation les équipements contenant plus de 0,005% et de 0,05 litres de Polychlorobiphényles ;

b) conformément aux priorités énoncées à l'alinéa a), privilégie les mesures ci-après visant à réduire l'exposition et les risques en vue de réglementer l'emploi des Polychlorobiphényles ;

i) utilisation uniquement dans des équipements intacts et qui ne fuient pas et seulement dans des lieux où les risques de rejet dans l'environnement peuvent être réduits au minimum et où il peut y être rapidement remédié ;

ii) aucune utilisation dans des équipements situés dans des lieux ayant un rapport avec la production ou le traitement de denrées alimentaires ou d'aliments pour animaux ;

iii) dans le cas d'une utilisation dans des zones peuplées, y compris des écoles et des hôpitaux, adoption de toutes les mesures pouvant raisonnablement être prises pour prévenir les pannes électriques qui pourraient provoquer un incendie, et inspection à intervalles réguliers des équipements pour déceler les fuites ;

c) nonobstant les dispositions du paragraphe 2 de l'article 3, veille à ce que les équipements contenant des Polychlorobiphényles, tels que décrits à l'alinéa a), ne soient ni exportés ni importés, sauf en vue d'une gestion écologiquement rationnelle des déchets ;

d) sauf pour des opérations de maintenance et d'entretien, n'autorise pas la récupération à des fins de réutilisation dans d'autres équipements des liquides dont la teneur en Polychlorobiphényles dépasse 0,005% ;

e) s'emploie résolument à parvenir à une gestion écologiquement rationnelle des déchets de liquides contenant des polychlorobiphényles et d'équipements contaminés par des polychlorobiphényles dont la teneur en polychlorobiphényles dépasse 0,005%, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 6, dès que possible et au plus tard en 2028, sous réserve d'examen par la Conférence des Parties ;

f) au lieu de noter ii) de la première partie de la présente annexe, s'efforce d'identifier d'autres articles dont la teneur en polychlorobiphényles dépasse 0,005% ; pour cent (par exemple gaines de câbles, matériaux de calfatage et objets peints) et de les gérer conformément au paragraphe 1 de l'article 6 ;

g) établit tous les cinq ans un rapport sur les progrès accomplis dans l'élimination des polychlorobiphényles et le soumet à la Conférence des Parties en application de l'article 15 ;

h) les rapports visés à l'alinéa g) sont, selon qu'il convient, examinés par la Conférence des Parties dans le cadre de l'examen des polychlorobiphényles. La Conférence des Parties examine les progrès accomplis dans l'élimination des polychlorobiphényles tous les cinq ans ou selon une autre périodicité, le cas échéant, compte tenu des rapports susvisés.

Annexe B

RESTRICTION

Première partie

Substance chimique	Activité	But acceptable ou dérogation spécifique
DDT (1-1-1-Trichloro-2,2-bis (4-chlorophényl) éthane) No. de CAS : 50-29-3	Production	But acceptable : Utilisation pour la lutte antivectorielle conformément à la deuxième partie de la présente annexe Dérogation spécifique : Intermédiaire dans la production de dicofol Produit intermédiaire
	Utilisation	But acceptable : Utilisation pour la lutte antivectorielle conformément à la deuxième partie de la présente annexe Dérogation spécifique : Production de dicofol
	Production ²²	intermédiaire

Notes :

i) sauf disposition contraire de la Convention, les quantités d'une substance chimique présentes non intentionnellement dans des produits et articles sous forme de contaminant à l'état de trace ne sont pas considérées comme relevant de la présente annexe.

ii) la présente note ne doit pas être considérée comme constituant une dérogation spécifique ou dans un but acceptable concernant la production ou l'utilisation aux fins du paragraphe 2 de l'article 3. Les quantités d'une substance chimique présentes sous forme de constituants d'articles manufacturés ou déjà en circulation avant ou à la date d'entrée en vigueur de l'obligation pertinente en ce qui concerne cette substance ne sont pas considérées comme relevant de la présente annexe, pour autant que la Partie ait notifié le Secrétariat qu'un type particulier d'article est toujours en circulation dans cette Partie. Le Secrétariat met ces notifications à la disposition du public.

iii) la présente note ne doit pas être considérée comme constituant une dérogation spécifique concernant la production ou l'utilisation aux fins du paragraphe 2 de l'article 3. Etant donné que les quantités appréciables de la substance chimique ne sont pas censées atteindre les êtres humains et l'environnement lors de la production et de l'utilisation d'un intermédiaire en circuit fermé sur un site déterminé, une Partie qui en notifie le Secrétariat peut autoriser la production et l'utilisation, comme intermédiaire en circuit fermé sur un site déterminé, de quantités d'une substance chimique inscrite à la présente annexe chimiquement transformées lors de la fabrication d'autres substances chimiques qui, compte tenu des critères énoncés au paragraphe 1 de l'annexe D, ne présentent pas les caractéristiques d'un polluant organique persistant. Cette notification comprend des données sur la production totale et l'utilisation de cette substance chimique ou une estimation plausible de ces données et des informations sur la nature du processus en circuit fermé sur un site déterminé, y compris la quantité de polluant organique persistant utilisée comme matière de départ non transformée et présente non intentionnellement sous forme de contaminant à l'état de trace dans le produit final. Cette procédure s'applique sauf disposition contraire de la présente annexe. Le Secrétariat met ces notifications à la disposition de la Conférence des Parties et du public. Cette production ou utilisation n'est pas considérée comme une dérogation spécifique en matière de production ou d'utilisation. Il est mis fin à cette production et à cette utilisation au bout de dix ans, à moins que la Partie considérée n'adresse au Secrétariat une nouvelle notification, auquel cas le délai est prolongé de dix ans, sauf si la Conférence des Parties

en décide autrement, après un examen de la production et de l'utilisation. La procédure de notification peut être répétée.

iv) les Parties les ayant fait enregistrer en ce qui les concerne conformément à l'article 4 peuvent se prévaloir de toutes les dérogations spécifiques prévues par la présente annexe

Deuxième partie

DDT (1-1-1-trichloro-2,2 bis (4-chlorophenyl) éthane

1. La production et l'utilisation du DDT sont éliminées excepté pour les Parties qui sont notifiées au Secrétariat leur intention de produire et/ou d'utiliser du DDT. Un registre DDT accessible au public est établi par les présentes. Le Secrétariat tient le registre DDT.

2. Chaque Partie qui produit et/ou utilise du DDT limite cette production et/ou cette utilisation à la lutte contre les vecteurs pathogènes conformément aux recommandations et lignes directrices de l'Organisation mondiale de la santé relatives à l'utilisation du DDT et ce, pour autant que la Partie en question ne dispose pas de solutions de rechange locales sûres, efficaces et abordables.

3. Dans le cas où une Partie ne figurant pas le registre DDT détermine qu'elle a besoin de DDT pour la lutte contre les vecteurs pathogènes, elle le notifie au Secrétariat aussitôt que possible pour être immédiatement inscrite sur le registre DDT. Elle le notifie en même temps à l'Organisation mondiale de la santé.

4. Chaque Partie qui utilise du DDT fournit tout les trois ans au Secrétariat et à l'Organisation mondiale de la santé des informations sur la quantité utilisée, les conditions de cette utilisation et son intérêt pour la stratégie prophylactique de cette Partie, sous une forme à décider par la Conférence des Parties en consultation avec l'Organisation mondiale de la santé.

5. Dans l'objectif de réduire et, à terme, d'éliminer l'utilisation DDT, la Conférence des Parties encourage :

a) toute Partie utilisant du DDT à élaborer et à exécuter un plan d'action dans le cadre du plan de mise en œuvre visé à l'article 7. Ce plan d'action comprend :

i) la mise au point de mécanismes réglementaires et autres pour faire en sorte que l'utilisation du DDT soit limitée à la lutte contre vecteur pathogènes ;

ii) l'utilisation de produits, méthodes et stratégies de remplacement adéquats, y compris des stratégies de gestion des résistances pour s'assurer que ces solutions de remplacement restent efficaces ;

iii) des mesures pour renforcer les soins de santé et réduire l'incidence de la maladie.

b) les Parties à promouvoir, dans la mesure de leurs moyens, la recherche-développement de substances chimiques et non chimiques, méthodes et stratégies de remplacement sûres pour les Parties utilisant du DDT, en rapport avec la situation de ces pays et ayant pour but de réduire le fardeau que représente la maladie pour les hommes et l'économie. Les facteurs à privilégier pour l'étude des solutions de remplacement ou des combinaisons de solutions de remplacement comprennent les risques pour la santé humaine et les incidences sur l'environnement de ces solutions de remplacement. Les solutions de remplacement du DDT viables doivent présenter moins de risques pour la santé humaine et l'environnement, convenir à la lutte contre la maladie compte tenu de la situation de chaque Partie, et être étayées par des données de surveillance.

6. A partir de sa première réunion, et au moins tous les trois ans par la suite, la Conférence des Parties évalue, en consultation avec l'organisation mondiale de la santé, si le DDT reste nécessaire pour la lutte contre les vecteurs pathogènes, sur la base des informations scientifiques, techniques, environnementales et économiques disponibles, notamment :

a) la production et l'utilisation du DDT et les conditions énoncées au paragraphe 2 ;

b) la disponibilité, la pertinence et l'application des solutions de remplacement du DDT ;

c) les progrès faits dans le renforcement de la capacité des pays à recourir à ces solutions de remplacement en toute sécurité.

7. Une Partie peut à tout moment se retirer du registre DDT, moyennant notification écrite au Secrétariat. Ce retrait prend effet à la date indiquée dans la notification.

Annexe C

PRODUCTION NON INTENTIONNELLE

Partie I : Polluants organiques persistants soumis aux obligations énoncées à l'article 5

La présente annexe s'applique aux polluants organiques persistants suivants, lorsqu'ils sont produits et rejetés involontairement par des sources anthropiques :

Substance chimique
Polychlorodibenzo-p-dioxines et dibenzofuranes (PCDD/PCDF)
Hexachlorobenzène (HCB) (No. de CAS : 118-74-1)
Polychlorophényles (PCB)

Partie II : Catégories de sources

Les polychlorodibenzo-p-dioxines et dibenzofuranes, l'hexachlorobenzène et les polychlorobiphényles sont produits et rejetés involontairement lors de procédés thermiques faisant intervenir des matières organiques et du chlore, du fait d'une combustion incomplète ou de réactions chimiques. Les catégories suivantes de sources industrielles ont un potentiel relativement élevé de production et de rejet de ces substances dans l'environnement :

a) les incinérateurs de déchets, y compris les co-incinérateurs de déchets municipaux, dangereux ou médicaux, ou de boues d'épuration ;

b) le brûlage de déchets dangereux dans des fours en ciment ;

c) la production de pâte utilisant le chlore élémentaire, où des substances chimiques générant du chlore élémentaire, pour le blanchiment ;

d) les procédés thermiques suivants dans l'industrie métallurgiques :

i) production secondaire de cuivre ;

ii) installations de frittage de l'industrie métallurgique ;

iii) production secondaire d'aluminium ;

iv) production secondaire de zinc.

Partie III : Catégories de sources

Les polychlorodibenzo-p-dioxines et dibenzofuranes, l'hexachlorobenzène et les polychlorophényles peuvent également être produits et rejetés involontairement par les catégories de sources suivantes, notamment :

a) la combustion à ciel ouvert de déchets, y compris dans les décharges ;

b) les procédés thermiques de l'industrie métallurgique autres que ceux mentionnés, dans la partie II ;

c) les sources de combustion résidentielles ;

d) la combustion de combustibles fossiles dans les chaudières de centrales et les chaudières industrielles ;

e) les installations de brûlage de bois et de combustibles issus de la biomasse ;

f) les procédés spécifiques de production de substances chimiques entraînant des rejets de polluants organiques persistants produits involontairement, notamment la production de chlorophénols et de chloranile ;

g) les fours crémateurs ;

h) les véhicules à moteur, notamment ceux utilisant de l'essence au plomb ;

i) la destruction de carcasses d'animaux ;

j) la teinture des textiles ou du cuir (chloranile) et la finition (extraction alcaline) ;

k) les installations de broyage des épaves de véhicules ;

l) le chauffage lent de câbles en cuivre ;

m) les raffineries d'huiles usées.

Partie IV : Définitions

1. Aux fins de la présente annexe :

a) "Polychlorobiphényles" s'entend des composés aromatiques dont la structure est telle que les atomes d'hydrogène de la molécule de biphényle (deux cycle benzéniques reliés par un seul lien carbone-carbone) peuvent être remplacés par un nombre d'atomes de chlore allant jusqu'à dix ;

b) "polychlorophényles" et "polychlorodibenzofuranes", s'entend des composés aromatiques tricycliques formés par deux cycles benzéniques reliés par deux atomes d'oxygène dans le cas des polychlorodibenzo-p-dioxines et par un atome d'oxygène et un lien carbone-carbone dans le cas des polychlorodibenzofuranes, et dont les atomes d'hydrogène peuvent être remplacés par un nombre d'atomes de chlore allant jusqu'à huit.

2. Dans la présente annexe, la toxicité des Polychlorodibenzo-p-dioxines et dibenzofuranes est exprimée à l'aide de la notion d'équivalence toxique, qui définit l'activité toxique relative de type dioxine de différents congénères des Polychlorodibenzo-p-dioxines et dibenzofuranes et des polychlorobiphényles coplanaires par rapport au 2, 3, 7, 8-tétrachlorodibenzo-p-dioxine. Les facteurs d'équivalence toxique à utiliser aux fins de la présente Convention doivent être conformes aux normes internationales agréées, à commencer par les facteurs d'équivalence toxique pour les mammifères publiés en 1998 par l'Organisation mondiale pour la santé concernant les Polychlorodibenzo-p-dioxines et dibenzofuranes et des polychlorobiphényles coplanaires. Les concentrations sont exprimées en équivalence toxique.

Partie V : Directives générales sur les meilleures techniques disponibles et les meilleures pratiques environnementales

La présente partie contient des directives générales à l'intention des Parties sur la prévention ou la réduction des rejets des substances chimiques énumérées à la partie I.

A. Mesures générales de prévention concernant aussi bien les meilleures techniques disponibles que les meilleures pratiques environnementales

Il conviendrait de donner la priorité à l'examen des méthodes permettant de prévenir la formation et le rejet des substances chimiques énumérées à la partie I. Parmi les mesures utiles, on peut citer les suivantes :

a) utilisation d'une technologie produisant peu de déchets ;

b) utilisation de substances chimiques moins dangereuses ;

c) promotion de la récupération et du recyclage des déchets, ainsi que des substances produites et utilisées dans les procédés appliqués ;

d) remplacement des matières de départ qui sont des polluants organiques persistants ou qui présentent un lien direct avec le rejet de polluants organiques persistants de la source ;

e) programmes de bonne gestion et d'entretien préventif ;

f) amélioration des méthodes de gestion des déchets dans le but de mettre fin à leur combustion à ciel ouvert ou sous d'autres formes incontrôlées, y compris dans les décharges. Lors de l'étude des propositions de construction de nouvelles installations d'élimination des déchets, il conviendrait de prendre en compte des solutions de remplacement telles que les activités visant à réduire au minimum la production de déchets municipaux et médicaux, y compris la récupération des ressources, la réutilisation, le recyclage, la séparation des déchets et la promotion de produits générant moins de déchets. A cet égard, les préoccupations de santé publique devraient être soigneusement prises en compte ;

g) réduction au minimum de ces substances chimiques comme contaminants dans les produits ;

h) exclusion du chlore élémentaire ou des substances chimiques générant du chlore élémentaire pour le blanchiment.

B. Meilleures techniques disponibles

Le concept de " meilleures techniques disponibles " ne vise pas à prescrire une technique ou une technologie particulière ; il tient compte des spécifications techniques de l'installation concernée, de son emplacement géographique et des conditions écologiques locales. Les techniques de contrôle qui conviennent pour réduire les rejets des substances chimiques énumérées à la partie I sont en général les mêmes. Pour déterminer en quoi consistent les meilleures techniques disponibles, il faudrait, de façon générale comme dans les cas particuliers, accorder une attention particulière aux facteurs énumérés ci-après, en ayant à l'esprit les coûts et avantages probables de la mesure envisagée et les considérations de précaution et de prévention :

a) considérations générales ;

i) nature, effets et masse des rejets concernés ; les techniques peuvent varier en fonction des dimensions de la source ;

ii) date de mise en service des installations nouvelles ou existantes ;

iii) délai nécessaire pour introduire les meilleures techniques disponibles ;

iv) nature et consommation des matières premières utilisées pour le procédé considéré, et efficacité énergétique de ce procédé ;

v) nécessité de prévenir ou de réduire au minimum l'impact global des rejets dans l'environnement et les risques pour l'environnement ;

vi) nécessité de prévenir les accidents ou d'en réduire au minimum les conséquences pour l'environnement ;

vii) nécessité de protéger la santé des travailleurs et d'assurer leur sécurité sur le lieu de travail ;

viii) procédés, installations ou modes d'exploitation comparables qui ont été testés avec succès à une échelle industrielle ;

ix) progrès de la technique et évolution des connaissances scientifiques.

x) b) mesures générales de réduction des rejets : Lors de l'examen de propositions de construction de nouvelles installations ou de modification substantielle des installations existantes à l'aide de procédés entraînant des rejets des substances chimiques énumérées à la présente annexe, il faudrait examiner en priorité les procédés, techniques ou méthodes de remplacement qui présentent la même utilité mais qui évitent la formation et le rejet de ces substances chimiques. Dans les cas de construction ou de modification substantielle de telles installations, outre les mesures de prévention évoquées à la section A de la partie V, on pourrait envisager les mesures de réduction ci-après pour déterminer les meilleures techniques disponibles :

i) recours à de meilleures méthodes pour le nettoyage des gaz de combustion, telles que l'oxydation thermique ou catalytique, la précipitation des poussières ou l'adsorption ;

ii) traitement des résidus, des eaux usées, des déchets et des boues d'égouts par traitement thermique, traitement les rendant inertes ou procédé chimique les détoxifiants, par exemple ;

iii) modification des procédés entraînant une réduction ou une élimination des rejets, telle que le recours à des systèmes en circuit fermé ;

iv) modification de la conception des procédés pour améliorer la combustion et empêcher la formation des substances chimiques énumérées dans la présente annexe, grâce au contrôle de paramètres tels que la température d'incinération et le temps de séjour.

C Meilleures pratiques environnementales

La Conférence des Parties pourra établir des directives au sujet des meilleures pratiques environnementales.

Annexe D

INFORMATIONS REQUISES ET CRITERES DE SELECTION

1. Une Partie qui soumet une proposition d'inscription d'une substance chimique aux annexes A, B et/ou C identifie cette substance de la manière décrite à l'alinéa a) et fournit des informations sur cette substance, et le cas échéant sur ses produits de transformation, qui ont trait aux critères de sélection énoncés aux alinéas b) à e) ;

a) identité de la substance chimique :

i) appellations, y compris appellation (s) commerciale (s), nom (s) de marque (s) et synonymes, numéro de fichier du Service des résumés analytiques de chimie (CAS), appellation de l' Union internationale de chimie pure et appliquée (IUPAC) ; et

ii) structure, y compris spécification des isomères, le cas échéant, et structure de la classe chimique ;

b) persistance :

i) preuve que la demi-période de vie de la substance chimique dans l'eau est supérieure à deux mois, ou que dans le sol elle est supérieure à six mois, ou que dans les sédiments elle est supérieure à six mois ; ou

ii) preuve que la substance est par ailleurs suffisamment persistante pour en justifier l'examen dans le cadre de la présente Convention ;

c) Bioaccumulation :

i) preuve que le facteur de bioconcentration ou le facteur de bioaccumulation correspondant à la substance chimique dans les espèces aquatiques est supérieur à 5 000 ou, en l'absence de données sur ces facteurs, que le log K_{ow} est supérieur à 5 ;

ii) preuve que la substance chimique donne d'autres motifs de préoccupation, comme une bioaccumulation élevée dans d'autres espèces ou une toxicité ou écotoxicité élevée ; ou

iii) données provenant de la surveillance des biotes indiquant que le potentiel de bioaccumulation de la substance est suffisant en justifier l'examen dans le cadre de la présente Convention ;

d) potentiel de propagation à longue distance dans l'environnement :

i) concentrations de la substance chimique relevée en des lieux éloignés des sources de rejet potentiellement préoccupantes ;

ii) données de surveillance indiquant qu'une propagation à longue distance de la substance par l'air, l'eau ou des espèces migratrices, avec un potentiel de transfert dans un environnement récepteur, peut s'être produite ; ou

iii) propriétés de la substance du point de vue de son devenir dans l'environnement et/ou résultats de modèles démontrant qu'elle peut être propagée dans l'environnement sur de longues distances par l'air, l'eau ou des espèces migratrices, et aboutir à un environnement récepteur en des lieux éloignés des sources de rejet. Dans le cas d'une substance dont la propagation atmosphérique est importante, la demi-période de vie dans l'air devrait être supérieur à deux jours ;

e) Effets nocifs :

i) preuves d'effets nocifs sur la santé humaine ou l'environnement justifiant l'examen de la substance dans le cadre de la présente Convention, ou

ii) données de toxicité ou d'écotoxicité indiquant que la substance peut être nocive pour la santé humaine ou l'environnement.

2. La Partie qui soumet la proposition présente un exposé de ses motifs de préoccupation, y compris, si possible, une comparaison des données de toxicité ou d'écotoxicité faisant apparaître les concentrations détectées de la substance chimique résultant de sa propagation à longue distance dans l'environnement, ou prévues du fait de cette propagation, et une brève déclaration faisant ressortir la nécessité d'une réglementation mondiale.

3. La Partie qui soumet la proposition, dans la mesure du possible et compte tenu de ses moyens, fournit des informations supplémentaires à l'appui de l'examen de la proposition visé au paragraphe 6 de l'article 8. Pour élaborer une telle proposition, une Partie peut faire appel aux compétences techniques de n'importe quelle source.

Annexe E

INFORMATIONS REQUISES POUR LE DESCRIPTIF DES RISQUES

Le but de l'examen est d'évaluer si une substance chimique est susceptible, du fait de sa propagation à longue distance dans l'environnement, d'avoir des effets nocifs importants sur la santé humaine et/ou l'environnement, justifiant l'adoption de mesures au niveau mondial. A cette fin, un descriptif des risques qui complète et évalue les informations visées à l'annexe D est élaboré ; ce descriptif comporte, dans la mesure du possible, les types d'informations suivants ;

a) sources, y compris, le cas échéant, des indications sur :

i) la production, y compris la quantité et le lieu ;

ii) les utilisations

iii) la dissémination sous forme de rejets, pertes et émissions ;

b) évaluation du danger au(x) seuil(s) de préoccupation, y compris étude des interactions toxicologiques entre diverses substances chimiques ;

c) devenir dans l'environnement, y compris données et informations sur les propriétés physiques et chimiques de la substance ainsi que sa persistance et leurs liens avec sa propagation dans l'environnement, son transfert dans et entre divers milieux, sa dégradation et sa transformation en d'autres substances. Une détermination des facteurs de bioconcentration et de bioaccumulation, sur la base des valeurs mesurées, est présentée sauf lorsqu'on estime que les données de surveillance répondent à ce besoin ;

d) données de surveillance ;

e) exposition en des points déterminés, en particulier du fait de la propagation à longue distance dans l'environnement, et notamment informations sur la biodisponibilité ;

f) évaluations ou descriptifs nationaux et internationaux des risques, informations concernant l'étiquetage et classifications de danger, dans la mesure où ces informations sont disponibles ;

g) statut de la substance chimique au regard des conventions internationales.

Annexe F

INFORMATIONS SE RAPPORTANT AUX CONSIDERATIONS SOCIO-ECONOMIQUES

Une évaluation des éventuelles mesures de réglementation de substances chimiques qu'il est envisagé d'inscrire au titre de la présente Convention devrait être entreprise, en tenant compte de toutes les possibilités, y compris la gestion et l'élimination. A cette fin, des informations pertinentes devraient être fournies sur les incidences socio-économiques des éventuelles mesures de réglementation, pour permettre à la Conférence des Parties de prendre une décision. Ces informations devraient tenir dûment compte des capacités et des situations différentes des Parties, et devraient inclure l'examen des éléments énumérés dans la liste indicative qui suit :

a) efficacité et efficience des éventuelles mesures de réglementation pour répondre aux objectifs de réduction des risques :

i) faisabilité technique ;

ii) coûts, y compris coûts pour l'environnement et la santé ;

b) autres solutions (produits et procédés) :

i) faisabilité technique ;

ii) coûts, y compris coûts pour l'environnement et la santé ;

iii) efficacité ;

iv) risque ;

v) disponibilité ;

vi) accessibilité ;

c) incidences positives et /ou négatives sur la société de l'application d'éventuelles mesures de réglementation :

i) santé, y compris santé publique, environnementale et professionnelle ;

ii) agriculture, y compris aquaculture et sylviculture ;

iii) biotes (biodiversité) ;

iv) aspects économiques ;

v) évaluation vers le développement durable ;

vi) coûts sociaux ;

d) effets des déchets et de l'élimination (en particulier stocks obsolètes de pesticides et décontamination de sites contaminés) :

i) faisabilité technique ;

ii) coût ;

e) accès à l'information et éducation du public ;

f) état des moyens de contrôle et de surveillance ;

g) toute mesure nationale ou régionale de réglementation adoptée, y compris informations sur les solutions de remplacement et autres informations pertinentes sur la gestion des risques.

PARTIE NON OFFICIELLE

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers

Bureau de Dakar-Plateau

AVIS DE BORNAGE

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le lundi 10 novembre 2003 à 10 heures 30 mn du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Gorée, rue Malavois x Boufflers consistant en un terrain bâti d'une contenance de 2 ares 46 centiares et borné au Nord par la rue Boufflers, à l'Est par la rue Malavois, au Sud par la rue de l'Eglise, à l'Ouest par un terrain non immatriculé dont l'immatriculation a été demandée par le Receveur des Domaines de Dakar pour le compte de l'Etat du Sénégal suivant réquisition du 2 septembre 2002 n° 1.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,
Papa Amadou LETTE.*

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers

Bureau de Dakar-Plateau

AVIS DE BORNAGE

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le lundi 10 novembre 2003 à 9 heures 30 mn du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Gorée, consistant en un terrain urbain d'une contenance de 2 ares 20 centiares et borné au Nord par le titre foncier n° 9117-DG, à l'Ouest par la rue desserte, au Sud par la rue Malavois et à l'Est par la Maison de l'Education Mariama Bâ dont l'immatriculation a été demandée par le Receveur des Domaines de Dakar pour le compte de l'Etat du Sénégal suivant réquisition du 10 décembre 2002 n° 2.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,
Papa Amadou LETTE.*

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers

Bureau de Pikine

AVIS DE BORNAGE

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le 26 août 2003 à 10 heures 00 mn, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé aux Parcelles assainies unité IV, lot n° 36 Réserve Layène consistant en une parcelle de terrain urbain nu d'une contenance de 150 m² et borné de tous les côtés par des terrains non immatriculés dont l'immatriculation a été demandée par le Receveur des Domaines au Centre des Services fiscaux de Pikine-Guédiawaye suivant réquisition du 18 février 2002 n° 83.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,
Gabriel DIEME*

ANNONCES

(L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers).

Etude de M^e Bineta Thiam Diop, notaire
à Dakar, VI Cité SOTIBA n° 204 bis Pikine Khourouar

**SOCIETE RUFISQUOISE ET BARGNOISE DE
TRANSPORT D'INDUSTRIE ET DE COMMERCE**
en abrégé « **SORUBATIC** »

Société à responsabilité limitée

Capital social : 1.000.000 de francs CFA

Siège social : Rufisque Avenue Ousmane Socé Diop

Registre de Commerce n° SN-DKR/2003/B/5057

CONSTITUTION

Aux termes d'un acte reçu, le 31 décembre 2002 par M^e Bineta Thiam Diop, notaire à Dakar VI, Pikine, il a été établi les Statuts d'une Société à responsabilité limitée ayant pour objet au Sénégal et à l'étranger :

- le transport ;
- la prestation de service ;
- l'étude et la réalisation technique ;
- la Manutention ;
- le bâtiment, les travaux publics, le terrassement ;
- le commerce général ;
- l'import-export ;
- le déménagement ;
- le transit ;
- l'achat et la vente de tous biens.

Et plus généralement et comme conséquence de cet objet social, toutes opérations commerciales ou industrielles, annexes ou connexes se rattachant directement ou indirectement à l'objet social et susceptible d'en permettre ou faciliter l'extension ou le développement.

La société a pris la dénomination sociale de SOCIETE RUFISQUOISE ET BARGNOISE DE TRANSPORT D'INDUSTRIE ET DE COMMERCE en abrégé « SORUBATIC - Sarl »

Le siège social est fixé à Rufisque avenue Ousmane Socé Diop.

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de la constitution définitive de la société sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux statuts.

Le capital social est fixé à la somme de 1.000.000 de francs CFA et est divisé en 100 parts sociales de 10.000 Francs CFA chacune attribuées aux associés en rémunération et à proportion de leurs apports.

MM. Ababacar Diop et El-Hadji Falla Mbengue sont nommés gérants statutaires de la société. Ils ont les pouvoirs les plus étendus prévus par la loi et les statuts pour agir au nom et pour le compte de la société. Ils ont seul la signature sociale dont ils ne pourront se servir que pour les besoins de la société.

Deux expéditions de l'acte dont s'agit ont été déposées au Greffe du Tribunal régional de Dakar tenant lieu de Tribunal de Commerce.

Pour extrait et mention :
M^e Bineta Thiam DIOP, notaire

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : (ORGANISATION NATIONALE DE COORDINATION DES ACTIVITES DE MASSE « ONCAM »)

Objet :

- coordonner toutes les activités de la structure sur l'étendu du territoire national ;
- organiser et développer toutes activités sportives, culturelles et de développement économique et social des associations sportives, culturelles et de développement affiliées ;
- promouvoir avec les pouvoirs publics toutes activités ou programme tendant au développement de la nation notamment dans les domaines ci-après : jeunesse, éducation, culture, santé, sports, environnement, tourisme, économie, etc... ;
- faire du sport, de la culture et de l'économie des moyens d'unifier la jeunesse et de développer la nation ;
- cultiver et préparer davantage l'idéal olympique suivant les principes fondamentaux définis par la charte olympique ;
- entretenir des relations de franche collaboration avec tout organisme poursuivant les mêmes buts ;
- représenter les associations affiliées à l'ONCAM dans tout autre organisme et dans les actes de la vie civile ;
- organiser des manifestations pour la réalisation d'objectifs qu'ils s'est assignés.

Siège social : HLM Grand-yoff, villa n° 94, à Dakar

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargé de l'administration et la direction de l'Association

MM. Issa Mbaye Samb, *Président* ;
 Pape Matar Fall, *Secrétaire général* ;
 Abdoulaye Saydou Sow, *Secrétaire administratif* ;
 El-Hadji Abdou Wade, *Trésorier général*.

Récépissé de déclaration d'association n° 11224 MINT-DAGAT en date du 23 mai 2003.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : « NDIKA - NABIADA »

Objet :

- regrouper tous les Ndika-Nabiada, neveux, nièces et petits fils, afin de susciter et encourager parmi eux l'esprit d'entraide.

Siège social : à la Sicap Karack villa n° 21 P

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargé de l'administration et la direction de l'Association

MM. Pascal Mbinky, *Président* ;
 François Mbinky, *Secrétaire général* ;
 Jean Baptiste Ndioukane, *Trésorier général*.

Récépissé de déclaration d'association n° 96 GRD-AA-ASO en date du 3 juin 2003.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : (RASSEMBLEMENT DES RESSORTISSANTS DE LA REGION DE KOLDA)

Objet :

- tisser les liens de solidarité entre tous ses membres ;
- contribuer à améliorer des conditions de vie des populations de la Région de Kolda ;
- favoriser l'émergence des-groupements socio-économiques, culturels.

Siège social : Pikine Dagoudane, parcelle n° 5204

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargé de l'administration et la direction de l'Association

MM. Moustapha Bobo Baldé, *Président* ;
 Younoussa Mballo, *Secrétaire général*.
 Salimata Kandé, *Trésorier général*.

Récépissé de déclaration d'association n° 11249 MINT-DAGAT en date du 16 juin 2003.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : CLUB SHALOM SENEGAL

Objet :

- l'unité et la solidarité des membres qui ambitionnent de faire profiter aux compatriotes l'expérience et le savoir qu'ils ont acquis en terre israélienne.

Siège social : Sicap Liberté 6, villa n° 6880 - Dakar

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargé de l'administration et la direction de l'Association

MM. Amadou Bâ, *Président* ;
 Aldiouma Sagna, *Secrétaire général* ;
 Oulimata Diop, *Trésorier général*.

Récépissé de déclaration d'association n° 11131 MINT-DAGAT en date du 24 février 2003.